

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

INTERNET ET DÉMOCRATIE :
LES USAGES SOCIOPOLITIQUES DE FACEBOOK
DANS L'APRÈS-RÉVOLUTION EN TUNISIE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR
MAYSSA BOUGAMRA

AVRIL 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

D'abord, je remercie Éric George pour avoir dirigé cette recherche dans les meilleures conditions qui soient. Son aide, son temps et la pertinence de ses critiques m'ont permis de mener à bien ce projet. Je remercie également les membres du jury, Christian Agbobli et Serge Proulx, pour leur intérêt pour ce projet et pour leurs conseils et leurs commentaires constructifs qui m'ont permis d'approfondir mes réflexions.

J'adresse un grand merci aux personnes qui ont accepté de participer à la recherche et qui nous ont fait part de leur temps et de leur expérience. Sans leur collaboration, ce mémoire de recherche n'aurait été possible.

Mes remerciements et ma gratitude vont à mes chers parents, Leila et Mohamed, pour leur amour, leur compréhension et leur soutien inconditionnel. Je ne vous remercierai jamais assez pour la confiance que vous m'accordez et les valeurs que vous m'avez transmises qui me permettent de me surpasser tous les jours. Votre optimisme et votre persévérance sont pour moi une grande source d'inspiration. Vous êtes merveilleux.

Je tiens également à remercier ma grand-mère, une femme forte qui, avec un simple sourire, a su me redonner force et espoir dans les moments de faiblesse.

Je tiens à témoigner toute ma reconnaissance à ma sœur, Myriam, qui me montre depuis toujours le droit chemin. Attentive et compréhensive, réconfortante et aimante dans mes moments de doute et de panique, tu es mon petit bout de paradis sur Terre.

Je remercie mon frère de cœur, Wessim, ainsi que mes amies, qu'elles soient au Canada, en France ou en Nouvelle-Zélande, de m'avoir épaulée et remplie d'amour malgré la distance.

Enfin, je souhaite dédier ce mémoire de recherche à mon amour, mon pays, ma patrie : la Tunisie.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	vi
RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
PROBLÈMATIQUE.....	3
1.1 Internet et démocratie.....	3
1.1.1 Des TIC à <i>Facebook</i>	3
1.1.2 Médias socionumériques et démocratie.....	6
1.2 Internet et contestation politique en Tunisie.....	8
1.2.1 Surveillance et répression du web sous Ben Ali.....	9
1.2.2 Historique du cyber-militantisme tunisien.....	10
1.2.3 Usages militants et révolution tunisienne.....	12
1.3 Objectif et question de recherche.....	15
1.3.1 Objectif de recherche.....	20
1.3.2 Question de recherche.....	20
1.3.3 Pertinence communicationnelle.....	21
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE.....	23
2.1 Technique et société.....	23
2.1.1 Approche anthropologique de la technique.....	24
2.1.2 Approche déterministe de la technique.....	25

2.1.3	Dialectique homme/technique	26
2.2	La sociologie des usages	28
2.2.1	Usage, utilisation et pratique	29
2.2.2	Les pratiques sociopolitiques	30
2.2.2.1	Le politique	30
2.2.2.2	Deux visions de la démocratie	31
2.2.2.3	Les usages politiques du web	33
2.2.2.4	Le cyberactivisme	34
2.2.3	Interprétation des usages	38
2.3	Culture juvénile numérique	39

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE	42	
3.1	Posture ontologique et épistémologique	42
3.2	La démarche de recherche	45
3.2.1	La recherche qualitative	45
3.2.2	L'apport de la chercheuse	46
3.3	Les méthodes de collecte de données : l'entretien semi-dirigé	46
3.4	Spécificité des sujets	48
3.5	Analyse des données	49
3.6	Limites de la recherche	51

CHAPITRE IV

ANALYSE ET DISCUSSION DES RÉSULTATS	53	
4.1	Les usages généraux de <i>Facebook</i>	54
4.2	Pratiques politiques sur <i>Facebook</i>	57

4.2.1	<i>Facebook</i> , un outil considéré comme démocratique	57
4.2.2	Les pratiques sociopolitiques sur <i>Facebook</i>	59
4.3	Les usages de <i>Facebook</i> : entre permanences et évolution.....	65
4.3.1	Permanences et stabilité	65
4.3.2	Transformations et évolutions des usages	67
4.3.2.1	Engagements citoyens : internautes et nouveaux statuts ...	67
4.3.2.2	Cyberactivistes tunisiens : légitimité, union et dispersion.	69
4.3.2.3	Les personnalités politiques sur <i>Facebook</i>	73
	CONCLUSION	76
	ANNEXE A CERTIFICAT ÉTHIQUE	82
	ANNEXE B FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	83
	ANNEXE C GUIDE D'ENTREVUE SEMI-DIRIGÉE	88
	BIBLIOGRAPHIE	92

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Les six vertus et écumes politiques d'Internet	7
3.1 Grille d'analyse	50

RÉSUMÉ

Aujourd'hui, nous ne pouvons nier le rôle des médias dans les sociétés démocratiques. Ce mémoire de recherche porte sur la contribution des usages des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le processus de démocratisation d'une société à travers de nouvelles formes de participation et de pratiques sociopolitiques dans un contexte postrévolutionnaire en Tunisie. Une attention particulière est portée au média socionumérique *Facebook*, et à son utilisation par la communauté internaute appartenant à la « jeunesse » tunisienne.

Cette recherche décrit dans quelle mesure les médias socionumériques peuvent être porteurs de participation sociale et politique et quels nouveaux rapports entre citoyen, société et État sont issus de ces usages.

Nous proposons une recherche exploratoire sur les perceptions des jeunes internautes tunisiens quant à leurs usages de *Facebook* dans le cadre de pratiques culturelles, celles qui nous intéressent étant d'ordre politique. Nous nous basons sur la littérature et des entrevues auprès de cyberactivistes tunisiens pour répondre à notre question de recherche.

Mots-clés : pratiques sociopolitiques, cyberactivisme, médias socionumériques, après-révolution, Tunisie

INTRODUCTION

Dans une société dite démocratique, le rôle des médias est incontestable. Considérés comme une source première de diffusion et de réception de l'information, les médias tiennent un rôle important dans la participation démocratique des citoyens. De nos jours, cette participation passe notamment par le biais du web 2.0 et des médias socionumériques. Ainsi, nous mettons au centre de ce mémoire l'Internet et ses usages dans une visée démocratique. En effet, l'intégration de ces médias dans la sphère sociopolitique introduit une nouvelle dynamique entre technique et société.

Nous proposons ici d'analyser comment est perçue la contribution des usages des technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment les médias dits socionumériques, comme outil démocratique, dans un contexte de révoltes populaires. En effet, ces dernières années, nous avons été témoin de nombreux mouvements populaires qui ont touché plusieurs pays, et notamment les pays arabes, plus connus pour leurs régimes autocratiques et répressifs. Nous nous pencherons plus précisément sur les événements qui ont suivi le « Printemps arabe » en Tunisie, dans la perspective d'une mise en place de la démocratie. L'après-révolution suscite davantage notre intérêt puisque peu de recherches ont été effectuées concernant cette période. En ce sens, dans cette recherche nous cherchons à déterminer quel(s) rôle(s) les usages des médias socionumériques peuvent jouer dans l'après-révolution tunisienne du point de vue des internautes tunisiens, et dans quelle mesure ils peuvent être porteurs de changements social et politique. En d'autres termes, ce mémoire propose d'explorer les liens entre les médias socionumériques et la démocratie à partir d'une réflexion portée sur les

perceptions quant à leurs usages dans un contexte sociopolitique postrévolutionnaire.

Dans le premier chapitre, nous présenterons notre problématique de recherche et le contexte sociopolitique et historique dans lequel elle s'inscrit. Nous aborderons la question des usages d'Internet dans le contexte de la répression politique sous le régime Ben Ali, et nous présenterons les événements qui ont suivi la révolution tunisienne.

Dans le deuxième chapitre, nous exposerons notre cadre théorique élaboré à partir d'une revue de littérature abordant le rapport société et technique, la sociologie des usages des TIC et les notions clés de notre recherche telles que la démocratie, les « jeunes », et le cyberactivisme.

Le troisième chapitre consistera en la présentation de nos assises épistémologiques ainsi que méthodologiques et de la stratégie de recherche. Pour ce présent mémoire de recherche, nous mobilisons les entrevues semi-dirigées comme outil de collecte de données.

Dans le quatrième chapitre, nous procéderons à l'analyse et à la discussion de notre recherche exploratoire. Nous présenterons les résultats que révèlent les entrevues.

Finalement, nous concluons ce mémoire de recherche en synthétisant les résultats, en mentionnant les limites rencontrées et nous fournirons des recommandations et des pistes de réflexions pour de futures recherches.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

« *Qui maîtrise l'Internet, maîtrise le Monde* »,
-*Christophe Bonnefont*

Dans ce premier chapitre, nous allons introduire le contexte général et spécifique dans lequel cette recherche s'inscrit. Nous aborderons dans un premier temps le lien entre l'Internet et la démocratie, puis dans un second temps, nous nous intéresserons plus précisément aux médias socionumériques dans le contexte de transition démocratique en Tunisie. Pour ce faire, nous mettrons en évidence les usages des TIC dans une perspective militante en Tunisie et nous présenterons le contexte postrévolutionnaire tunisien. Nous exposerons par la suite notre problématique de recherche ainsi que le plan de la recherche.

1.1 Internet et démocratie

1.1.1 Des TIC à *Facebook*

Le XXI^e siècle est marqué par de nombreuses avancées technologiques notamment celle des technologies d'information et de communication (TIC)¹. Parmi les différentes TIC, nous retiendrons ici celles liées au réseau Internet.

¹ Nous retiendrons la définition des TIC comme étant un « ensemble des techniques et des équipements informatiques permettant de communiquer à distance » (Larousse),

Celui-ci peut être défini comme étant un espace communicationnel né « de la collaboration entre la politique publique, les industriels et le monde de la recherche » (Tétu, 1995, p.192). De nos jours, dans une société ponctuée d'innombrables développements technologiques rendant les sociétés hyperconnectées, l'Internet s'est également transformé, a pris différents visages et se fait appeler « web 2.0 » ou encore « le web social ». Ces technologies sont caractérisées par la forme du réseau mais aussi par leur dimension numérique qui permet notamment le passage dans les mêmes réseaux de tous les types de messages, de mots, de sons et d'images. Bref, l'Internet offre à ses usagers un vaste éventail d'activités et de différentes applications. Pour notre part, nous nous intéresserons plus spécifiquement aux médias socionumériques.

Le web 2.0 renvoie plus spécifiquement à la création de plateformes interactives permettant aux internautes de créer, de générer, d'incorporer ainsi que de partager et de diffuser du contenu : les médias socionumériques (Millerand, et al., 2010). Ces derniers sont définis par Andreas Kaplan et Michael Haenlein, comme étant « un groupe d'applications en ligne qui se fondent sur la philosophie et la technologie du net et permettant la création et l'échange du contenu généré par les utilisateurs » (Kaplan, et al., 2010). En un clic, ces individus échangent, se divertissent, lisent, vendent et achètent, partagent, s'instruisent, grâce à l'Internet, mais principalement, ces individus clavardent ensemble, créent des relations, des liens par le biais de ces espaces numériques. Ces plateformes sont aussi caractérisées par leur visée – utopique – à créer du social (Mondoux, 2012). Les médias socionumériques, de par l'étymologie même, sont considérés comme des technologies qui se veulent explicitement génératrices de social:

Nous assistons avec le web 2.0 à l'émergence d'outils qui se veulent explicitement sociaux ; à des outils qui ont pour prétention de produire du social (le service *Facebook* se décrit comme un "Social Utility"). En d'autres termes, l'usage de ces outils produirait une nouvelle forme de société. (Mondoux, 2012, p.9)

Par ailleurs, avec le web 2.0 et avec les médias socionumériques, nous assistons donc à l'émergence d'outils qui se veulent explicitement sociaux et qui ont une visée de production et de reproduction sociale (*Ibid*). Parmi les médias socionumériques, le plus utilisé est *Facebook* avec un nombre d'utilisateurs qui s'élevait à plus de 1,23 milliard d'utilisateurs actifs par mois en décembre 2013² et qui ne cesse de s'accroître. Ayant pour vision de « donner aux gens le pouvoir de partager et de rendre le monde plus ouvert et connecté, [...] de rester en contact avec la famille et les amis, pour découvrir ce qui se passe dans le monde et de partager et d'exprimer ce qui compte pour eux »³, *Facebook* constituera le support spécifique auxquels nous nous intéresserons dans cette recherche. Selon le site *Socialbakers*, au début de l'année 2008, on comptait environ 16 000 utilisateurs tunisiens sur *Facebook*. En janvier 2011, au cœur de la révolution tunisienne, ce nombre a atteint 1 800 000 utilisateurs sur une population internautes d'environ 3 600 000 utilisateurs tunisiens⁴. Depuis, la communauté *Facebook* tunisienne n'a cessé de s'accroître. En effet, en 2014, avec une population d'environ 11 millions d'habitants, la Tunisie compte 3,4 millions d'utilisateurs de *Facebook*. Environ le tiers de la population totale est connectée à *Facebook*⁵. La Tunisie détient la 47^{ème} place dans le classement mondial en terme de nombre d'inscrits sur *Facebook*, gagnant quatre places depuis 2011⁶. Ce média socionumérique suscite donc d'autant notre intérêt puisqu'il est considéré comme étant le plus utilisé en Tunisie, au détriment de Twitter, qui, lui, ne compte en 2014 que 200 000 utilisateurs actifs⁷.

²<http://newsroom.fb.com/Key-Facts> , consulté le 25 février 2014

³ Facebook newsroom, <http://newsroom.fb.com/Key-Facts> , consulté le 06 Mars 2014

⁴ www.socialbakers.com Consulté le 13 octobre 2014

⁵ <http://prodelacom.com/articles/2099/chroniques/um-565510/0#.VDwzxvI5O5o> Consulté le 13 octobre 2014

⁶ <http://fr.wamda.com/2013/04/12-statistiques-cl%C3%A9s> Consulté le 13 octobre 2014

⁷ <http://prodelacom.com/articles/2099/chroniques/um-565510/0#.VDwzxvI5O5o> Consulté le 13 octobre 2014

1.1.2 Médias socionumériques et démocratie

Les médias socionumériques ont suscité de multiples commentaires et de nombreux questionnements quant à leurs méfaits et leurs bienfaits. Parmi ces interrogations, on retrouve notamment celles d'ordre social, mais également celles d'ordre sociopolitique, concernant l'exercice de la démocratie. En effet, l'inclusion des médias socionumériques et le développement d'outils et de supports technologiques (téléphone mobile, tablette électronique, *Ipod*, etc.) au sein de la sphère sociopolitique, sont susceptibles de créer de nouvelles dynamiques et de nouveaux rapports entre la démocratie, la société et la technique. Elsa Forey et Christophe Geslot estiment ainsi que les avancées technologiques transforment la démocratie, voire même bouleversent ses pratiques, car « les potentialités ouvertes par l'électronique appliquée au réseau Internet ont indéniablement renouvelé les interrogations et réflexions sur la démocratie à partir des années 1990 » (Forey & Geslot, 2011). En d'autres termes, ils voient en Internet un caractère indéniablement démocratique. Il est vrai que les origines d'Internet ont plutôt plaidé en ce sens. Ainsi, en 1995, Jean-François Tétu et Françoise Renzetti écrivaient :

Les principes qui ont présidé à l'évolution de l'Internet [ont favorisé] l'égalité des usagers et la liberté de tous. L'organisation de l'Internet en une société savante, représentative des intérêts des utilisateurs, [a semblé] susceptible d'asseoir la légitimité du réseau. L'Internet [est] alors [apparu] comme l'armature d'une démocratie internationale scientifique. (Tétu, Renzetti, 1995, p.192)

Depuis, d'autres chercheurs ont adopté une vision plutôt utopique, et croient qu'un renouveau démocratique et social émane d'Internet de par ses valeurs égalitaires, libertaires et libérales. Nous pouvons citer à titre d'exemple « *L'Internet, un outil de la démocratie ?* » de Flichy (2008), « *Being digital* » de Negroponte (1996), « *La démocratie Internet : Promesses et limites* » de Cardon (2010) ou encore « *Cyberdémocratie* » de Lévy (2002). Avec l'émergence des

médias socionumériques, le citoyen se voit détenir une nouvelle forme d'action, de participation, de résistance et surtout de pouvoir.

Toutefois, d'autres tels que Wolton (1999) ou encore Virilio (2001), adoptent une attitude plus sceptique quant aux bienfaits d'Internet dans la sphère sociopolitique.

Pour sa part, Dominique Cardon élabore, en prenant appui sur les travaux reliant l'Internet et la démocratie, les six vertus et écueils démocratiques de l'Internet (Cardon, 2009, p.2) :

Tableau 1.1 Les six vertus et écueils politiques d'Internet

	Vertus	Écueils
1	La présupposition de l'égalité	L'exclusion des immobiles
2	La libération des subjectivités	La dépolitisation narcissique
3	Le public par le bas	La fin de la vie privée
4	La force des coopérations faibles	La fragilité des engagements
5	L'auto-organisation	La bureaucratie procédurale
6	La légitimité <i>ex-post</i>	L'écrasement de la diversité

Selon Cardon (2010), les technologies de l'information et de la communication ont souvent été considérées comme un dispositif habile au renforcement ou à la mise en place de la démocratie et aux débats politique et public. Née de l'intersection de la communication de masse et la démocratie (Nadeau et *al.*, 2003), la communication politique se fait de plus en plus visible sur Internet, en l'occurrence avec la montée de l'activisme politique en ligne et un espace public numérique, soi-disant ouvert à plus de personnes. Nous mettons au cœur de cette

recherche les médias socionumériques dans un contexte de changement et de soulèvement sociopolitique dans l'après-révolution tunisienne.

1.2 Internet et contestation politique en Tunisie

Selon Mihoub, il était difficile, jusqu'à la fin des années 2000, de prédire quelles répercussions et quels rôles le web pouvait avoir dans une perspective de résistance face aux dictateurs du monde arabe (Mihoub, 2012, p.17).

En Tunisie, le secteur des technologies de l'information et de communication est avant tout synonyme de croissance et de développement et représentait en 2010, 10% du PIB tunisien⁸. En Tunisie, 36,8% de la population était alors connectée à Internet⁹. Leurs usages d'Internet se font principalement autour de trois axes selon Ben Youssef, soit « l'information et la formation, les loisirs et les opérations pratiques » (Ben Youssef, 2004). Tout comme la fracture socio-économique tunisienne, une fracture numérique également persiste dans le pays. En effet, dans les zones rurales et défavorisées, il n'y a pas d'accès direct à Internet, celui-ci se faisant principalement par le biais de cybercafés, plus communément appelés « publinets » en Tunisie (Ben Youssef, 2004 ; Lecomte, 2011).

Cependant, le développement des TIC en Tunisie sous le régime de Ben Ali avait une double fonction : la croissance économique d'une part, et la surveillance gouvernementale et politique d'autre part.

⁸ Tiré de « Profil du secteur TIC en Tunisie », Made in Tunisia, le 28 février 2012, http://www.made-in-tunisia.net/data_5/even_detail.php?id=5214 consulté le 23 février 2014

⁹ Statistiques de l'Union internationale des télécommunications (UIT)

1.2.1 Répression et surveillance du web sous Ben Ali :

Le régime de Ben Ali était connu pour sa répression et sa surveillance féroce, digne de tout régime autocratique et dictatorial. Cette surveillance passait notamment par l'Internet.

L'accès à Internet est considéré comme un oxymore. Comment un outil qui promeut la démocratie, la liberté d'expression et d'accès à l'information pourrait être utilisé dans un régime qui vise à sauvegarder des valeurs inverses ? (Richet, 2011, p.5)

La politique de Ben Ali était soutenue par la censure et une répression rigide à compter des années 1990. Cette surveillance a été permise grâce à la gestion d'Internet par un seul et unique opérateur, représentant l'État-parti (Mihoub, 2012, p.18). Avec une recension mensuelle de toutes les données (historique, adresse IP, ...), la navigation du web de tout internaute était traquée de très près (Ibid).

Les systèmes de surveillance utilisés par la cyber-police étaient ceux de dernière génération tels que la *Deep Pack Inspection* (DPI)¹⁰, qui permettait à la fois l'infiltration et la suppression (à l'aide de mots clés) des contenus à caractère critique ou politique non désirés. On peut lire dans le rapport annuel de *Human Rights Watch* de l'année 2000 :

Tunisians could access the Internet more easily than in previous years as prices dropped, applications were processed more quickly, and public pay-per-use access points opened for the first time. However, Tunisia's Internet legislation violated the privacy rights of users, the government continued to block the website of Amnesty International, and Tunisians voiced

¹⁰ Équipement d'infrastructure de réseau permettant d'analyser des contenus, à les filtrer et à détecter des intrusions. Le DPI est entre autres utilisé par les gouvernements à des fins de surveillance et de censure (Wikipédia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Deep_packet_inspection, consulté le 23 février 2014)

wariness that their online communications, like phone and fax lines, were subject to surveillance.¹¹

Selon Dahmani, il s'agissait d'un « cyber-autoritarisme » des plus puissants (Dahmani, 2007, p.316). La répression du web sous Ben Ali passait donc d'une part par une surveillance accrue du web, mais également par des sanctions sévères faisant régner sur le pays un climat de peur et de crainte, poussant une majorité des internautes mêmes à l'autocensure (Mihoub, 2012, p.17). Ces sanctions se traduisaient notamment par de nombreuses et violentes arrestations et condamnations, des emprisonnements ainsi que l'utilisation de la torture. La violence était principalement utilisée à des fins de dissuasion, afin de prévenir la « désobéissance » de tout autre internaute (Ibid, p.18). On compte parmi les cyberactivistes arrêtés, Zouhayer Yahyaoui (1967-2005), créateur du site satirique *Tunezine*, forum d'échange politique à l'encontre du régime Ben Ali. Yahyaoui, décédé suite à la torture et une grève de la faim, est ainsi devenu l'une des figures emblématiques du cyberactivisme tunisien (Lecomte, 2011, p.3).

Paradoxalement, malgré un climat de contrôle, de surveillance et de répression, plusieurs formes de résistance émergeaient sur la toile. Cette résistance était orchestrée par des cyberdissidents prêts à tout pour contourner la censure et faire appliquer la liberté d'expression.

1.2.2 Historique du cyber-militantisme en Tunisie

Bien que le militantisme en ligne tunisien ait connu un véritable boom et une mise en avant médiatique lors des événements de décembre 2010 et janvier 2011, il est

¹¹ Human Rights Watch, *Human Rights Watch World Report 2000-Tunisia*, 1er Décembre 1999, <http://www.refworld.org/docid/3ae6a8cb20.html> consulté le 23 Février 2014

important de rappeler ici que le cyberactivisme tunisien a débuté bien avant la révolution. Il est donc nécessaire de faire un bref historique des usages militants des Tunisiens. Pour ce faire, nous proposons ci-dessous d'adopter le découpage chronologique de Lecomte, au sujet de l'historique du cyberactivisme en Tunisie.

- De la fin 1990 au milieu des années 2000

Comme nous l'avons dit, les années 1990 ont été marquées par une forte répression et censure de la part de l'État parti. En effet, la surveillance y était rigide et les médias traditionnels (presse, télévision, radio) étaient biaisés et muselés. Bien que minoritaires, les cyberdissidents tunisiens s'approprièrent petit à petit le web et œuvraient dans l'anonymat (sous différents pseudonymes) principalement depuis l'étranger (Mihoub, 2012 ; Lecomte, 2011). Faisant preuve d'un ton critique et satirique, ils échangeaient et débattaient au sein de quelques espaces de communication tels que les sites web collectifs, les listes de diffusions (*Tunisnews*¹²) ou encore les forums de discussion (Lecomte, 2011, p.4). Nous pouvons citer à titre d'exemple le site web *Takriz*, créé par des jeunes Tunisiens en 1998, comme étant le premier espace de débat et dans lequel le silence et les tabous ont été rompus. *Takriz*, tout comme *Tunezine* (2001), *Réveil Tunisien* (2002) et *Nawaat* (créé en 2004 et connu pour sa campagne « Yezzi Fok »¹³ en 2005) ont servi de « forums-défouloirs » et sont considérés comme étant les véritables pionniers des usages citoyens et militants d'Internet auprès des internautes.

- À partir de 2005

¹² « Tunisnews » est une newsletter qui constituait la principale source d'information sur la dictature à partir de l'année 2000 <http://tunisnews.net/>, consulté le 23 février 2014

¹³ « Yezzi Fok » première campagne de manifestation en ligne contre Ben Ali lancée par *Nawaat* le 8 octobre 2005 et inspiré par le mouvement égyptien « *Kifaya* » <https://nawaat.org/portail/2005/10/08/tunisiens-launch-their-own-version-of-kifaya/>, consulté le 23 février 2014

La seconde moitié des années 2000 est principalement marquée par l'émergence des blogues. En effet, les blogues se sont imposés de plus en plus dans l'espace numérique et ont offert ainsi « une diversification et un enrichissement des formes de la critique, avec par exemple le développement de la critique satirique en dialecte tunisien et de la caricature » (Lecomte, 2011, p.5). Les blogues ont alors permis d'élargir le débat public et la contestation du régime en place (Ibid).

- À partir des années 2008

La troisième période qu'évoque Lecomte (2011) dans l'historique du cybermilitantisme tunisien est celle correspondant à l'émergence des médias socionumériques, notamment *Facebook* et *Twitter*, en 2008. Ces derniers sont alors considérés comme des plateformes communicationnelles qui facilitent l'organisation et la mobilisation tout en alimentant les liens sociaux et la solidarité sociale (Manrique, 2011). Selon Stiegler, « le web 2.0 est relationnel dans la perspective où il s'agit donc de repenser l'utilisateur et ses relations avec les autres plutôt qu'avec des contenus ou des machines » (Stieger 2008, p.229). Ainsi, l'avantage du « web 2.0 » est qu'il permet une double interaction. Une première interaction se fait entre les internautes-mêmes et une seconde entre l'internaute et le contenu des pages d'Internet.

Il est donc important de clarifier quels usages et quels rôles ont été attribués à *Facebook* durant la révolution tunisienne en 2011.

1.2.3 Usages militants d'Internet et révolution tunisienne

Ces dernières années, nous avons été témoins de plusieurs contestations sociales, politiques et économiques durant lesquelles l'Internet, et plus précisément les médias socionumériques ont été mobilisés. Souvent, les usages militants de

l'Internet sont associés à des contextes autoritaires et dictatoriaux dans lesquels les médias traditionnels sont généralement muselés et biaisés. A titre d'exemple, nous pouvons évoquer les soulèvements postélectoraux en Iran (2009), la « révolution orange » en Ukraine (2004), ou encore les soulèvements actuels à Hong-Kong (2014). Ces cas ont souligné le lien entre soulèvements populaires et Internet, et ont également accentué les discours déterministes, reliant technologique et social. Denieuil écrit que les médias socionumériques permettent à :

[...] une communauté de s'investir dans une cause selon un mode de coordination flexible, « sans terme fixe ni contrat explicite », qui a « facilité l'adaptation aux circonstances » (Baret, 2006). En outre, ils ont contribué à créer, dans une certaine mesure, des « liens sociaux », entre différents membres engagés dans une action commune et à les faire ainsi participer à un idéal collectif, une « action sociale » en quelque sorte (Denieuil, 2013, p.111)

Au lendemain de la révolution tunisienne, de nombreuses recherches ont été faites quant aux usages et au rôle de *Facebook* durant les soulèvements. Ainsi, *Facebook* est considéré comme un « catalyseur » (Lecomte, 2011) et un « démystificateur » de la révolution (Richet, 2011). Les internautes tunisiens ont principalement utilisé le média en tant que plateforme communicationnelle afin de s'exprimer et de diffuser l'information (Granjon, 2011; Saada, 2011; Bouzouita, 2011; Lecomte, 2011) mais également afin de faciliter la mobilisation et l'organisation (Ayari, 2011; Lecomte, 2011; Kübler, 2011). En plus du rôle d'instrument d'organisation et de diffusion, *Facebook* s'est vu attribuer un rôle d'unificateur (Bouzouita, 2011). En effet, les médias socionumériques sont soi-disant générateurs d'une nouvelle identité sociale, communautaire et virtuelle. (Antoine Char et al, 2009). Durant la révolution tunisienne, on note un renforcement du lien solidaire en ligne où de nombreux murs de silence ont été brisés tels que la corruption, la dictature et la lutte pour la démocratie (Auray, 2009). Selon Denieuil, *Facebook* a consolidé le pouvoir symbolique de la contestation à travers l'effet « effet de groupe » (Denieuil, 2013, p.111). En

facilitant les « rencontres des opposants » et la « coordination du mouvement », *Facebook* a permis de contourner la répression de la rue, « l'interdiction du rassemblement » (Zakhour, 2011). Nous pouvons également parler ici, à titre d'exemple, du changement des photos de profil des internautes tunisiens pour afficher le drapeau tunisien taché de sang ou celui-ci entouré de mains se tenant les unes les autres en signe symbolique d'union et de solidarité. *Facebook* a également été utilisé pour exposer des événements minute par minute et pour « rendre compte d'un événement en direct » (Richet, 2011, p.1). Selon Granjon, « les capacités d'expression, d'organisation et de mobilisations ouvertes par l'Internet jouent un rôle non négligeable dans la construction et la réussite de certains conflits sociaux » (Granjon, 2011, p.2).

Cependant, il reste néanmoins important de rappeler que les possibilités ouvertes par les médias socionumériques « ne doivent certes pas conduire à en faire les causes et ressources exclusives de l'action contestataire, laquelle ne saurait exister sans prendre appui sur des engagements politiques préalables » (Granjon, 2011, p.1). Ainsi, il faut penser l'efficacité de l'utilisation de *Facebook* ou autre médias socionumériques dans un contexte de contestation en tant que composante d'un mouvement social « offline » (Petray, 2011).

Ces activistes de l'ère numérique trouvent en l'Internet un espace de parole, de ressenti et de partage virtuel dans lequel les tabous se font plus rares. Les usagers y font part de leurs joies, souffrances, différences et similitudes. L'information est alors considérée comme la justification des interactions entre les individus, formant et renforçant alors le lien social et le sentiment d'appartenance à un groupe social, celui des cyber-activistes. Selon Zouha Dahmen-Jarrin, la prise de parole dans une visée militante et contestataire en Tunisie témoigne d'une « reconfiguration de l'espace public dans un pays où l'État autoritaire monopolisait l'expression politique et s'opposait à toute forme d'autonomie de la société civile » (Dahmen-Jarrin, 2013, p.257). L'utilisation du cyberspace offert par les médias socionumériques pour militer se fait par des individus qui ne sont

pas spécialement spécialisés ou connaisseurs de l'activisme en ligne (Lecomte, 2011). *Facebook* était le média socionumérique le plus utilisé durant la révolution avec près de 2 millions d'utilisateurs quotidiens¹⁴. Les internautes tunisiens représentent une population jeune. En effet, près des deux tiers des internautes appartiennent à la population des 18-34 ans¹⁵.

Prônant la liberté et la fin de la censure (Kubler, 2011) et ayant bénéficié d'une forte présence et visibilité durant la révolution, les internautes ont su « maintenir la pression et développer une meilleure stratégie de communication » (Mihoub, 2012, p.17) et relayer les événements en ligne (Lecomte, 2011, p.17):

« L'élément clé réside dans la visibilité médiatique qui situe ces acteurs au cœur de la sphère publique dans la mesure où, par la maîtrise des NTIC et l'usage des blogues, *Twitter*, *Facebook*, et autres liens de l'Internet, ils disposent d'une instantanéité au niveau de l'information et de la transmission des images localement situées et internationalement diffusées » (Kerrou, 2011, p.18).

Ce sont ces jeunes internautes de 18-34 ans, et plus spécifiquement leurs utilisations de *Facebook* durant la période postrévolutionnaire, qui retiennent notre attention pour cette présente recherche.

1.3 La Tunisie postrévolutionnaire

Sachant que des travaux de diverses natures¹⁶ ont déjà été effectués concernant la période révolutionnaire, nous nous intéresserons à la période dite

¹⁴ 16 000 utilisateurs en 2008 et environ 1 800 000 en janvier 2011 (Lecomte, 2011, p.6)

¹⁵ Selon le site de statistique Social Bakers, les 18-24 ans représentent 39% de la communauté internaute tunisienne, et les 25-34 ans représentent 28%, <http://www.journalduwebmarketing.com/index.php/statistiques-internet-tunisie-2011/>, consulté le 23 février 2014

¹⁶ Nous pouvons évoquer ici, parmi tant d'autres, les recherches de : Ons Zarrad « *Internet et la révolution tunisienne : le rôle des cyberactivistes, entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier* »

postrévolutionnaire dans le cadre de ce mémoire de maîtrise. Trois ans après la révolution des Jasmins, la transition démocratique est confrontée à d'importants défis. En effet, le pays a connu une forte instabilité politique. La mise en place du premier gouvernement provisoire du 16 au 17 janvier 2011 dirigé par Mohammed Ghannouchi, ancien premier ministre de Ben Ali, a suscité l'indignation auprès des Tunisiens car il était composé des personnalités de l'ancien régime. Ainsi, poussé à la démission par la pression des manifestants, Mohammed Ghannouchi a finalement été remplacé par Beji Caïd Essebsi, ancien ministre *bourguibiste*¹⁷.

Le 23 octobre 2011, les Tunisiens sont appelés aux urnes pour les premières élections libres depuis l'indépendance en 1956. Le parti islamiste Ennahdha remporte la majorité des sièges à la nouvelle Assemblée constituante et forme une coalition gouvernementale avec les deux autres partis ayant obtenu le plus de sièges, soit le Congrès pour la république (CPR)¹⁸ et Ettakatol¹⁹. Opposant historique de Ben Ali et ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, Moncef Marzouki est élu président de la République par les membres de la Constituante. Cependant, ces élections vont accentuer des tensions sociales au sein de la Tunisie, entre islamistes et membres du mouvement salafiste d'une part et laïcs et membres des mouvements libéraux d'autre part. Ces clivages vont venir ébranler la sécurité nationale du pays. Ainsi, l'assassinat politique de Chokri Belaid²⁰ le 6 février 2013 a provoqué une vague de manifestations qui a constitué la plus grande crise gouvernementale que le pays a connu depuis la révolution de

2011 » (2013), Soussi Seima « *Comment faire la révolution à l'heure d'Internet. Regard sur le rôle des médias sociaux dans la révolution tunisienne* » (2011), Mihoub Samia « *Le cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne* » (2011) ou encore Tristan Mattelart et Riadh Ferjani : « *Monde Arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu* » (2011)

¹⁷ Issu du gouvernement d'Habib Bourguiba, premier président de la République Tunisienne, de 1957 à 1987

¹⁸ Le CPR est un parti politique de centre-gauche tunisien dirigé par Moncef Marzouki, l'actuel président de la République Tunisienne. Le CPR a remporté 29 sièges sur 217 lors des élections d'octobre 2011.

¹⁹ *Ettakatol*, ou le *Forum démocratique pour le travail et la liberté*, est un parti politique social-démocratique tunisien dirigé par Mustapha Ben Jaafar, remporte 20 sièges sur 217 lors des élections du 23 octobre 2011.

²⁰ Chokri Belaid était un politicien et avocat tunisien, appartenant à la gauche et était secrétaire général du parti des Patriotes démocratiques unifiés.

2011. En effet, le 7 février 2013, l'UGTT²¹ a décrété une grève générale pour le lendemain sur tout le territoire tunisien. Le second assassinat politique, celui de Mohammed Brahmi, autre opposant politique, le 25 juillet 2013 va, quant à lui, entraîner la vague de protestation et le sit-in *Errahil*²², devant le siège de l'assemblée constituante.

La gouverne du pays pose de plus problème non seulement d'un point de vue politique et identitaire mais également économique. Depuis la révolution, le nombre de chômeurs diplômés ne cesse d'accroître, avec un taux de chômage arborant les 15,3% en 2013 selon l'Institut National de la Statistique²³ (INS). En 2014, le taux d'endettement dépassera 50% du PIB selon le Premier ministre tunisien Mehdi Jomaa²⁴.

Cependant, malgré une crise gouvernementale, une économie en difficulté, une montée de l'extrémisme religieux et une situation fragile, nous pouvons noter des avancées démocratiques. En effet, la Constitution tunisienne, adoptée le 26 janvier 2014, constitue un espoir de sortie de crise. La constitution « consacre un exécutif bicéphale et accorde une place réduite à l'islam [...] et une parité homme-femme dans l'assemblée des élus »²⁵.

Tout au long de cette transition démocratique, la présence des médias sacionumériques reste importante. Moez Chakchouk, directeur de l'Agence

²¹ L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) est la centrale syndicale des travailleurs tunisiens, et c'est elle qui a décrété les grèves générales.

²² Le sit-in *Errahil* appelait à la dissolution du gouvernement provisoire et de l'Assemblée nationale constituante.

²³ Tiré du site web de l'INS, <http://www.ins.nat.tn/indexfr.php>, consulté le 06 Mars 2014

²⁴ Tiré de « Medhi Jomaa dresse un tableau noir de la situation économique », Al Huffington Post Maghreb, le 03.03.2014, http://www.huffpostmaghreb.com/2014/03/03/tunisie-mehdi-jomaa_n_4892807.html?utm_hp_ref=maghreb consulté le 06 Mars 2014

²⁵ Tiré de « Libertés, droits des femmes : les avancées de la Constitution tunisienne », Le Monde par Héléne Sallon le 27.01.2014, http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2014/01/27/des-avancees-majeures-dans-la-constitution-tunisienne_4354973_1466522.html consulté le 06 Mars 2014

tunisienne de l'Internet, va jusqu'à dire que « l'acquis de la révolution, c'est la liberté d'expression et la neutralité du web »²⁶.

Dans le cadre de ce mémoire de recherche, bien que la période postrévolutionnaire s'étende à trois ans, nous nous intéresserons principalement à la période actuelle en Tunisie.

Ce que nous entendons par période actuelle correspond donc ici à la période de Juillet à Décembre 2014. Cela coïncide avec la préparation et le vote des élections législatives ainsi que présidentielles.

Après le premier scrutin libre du pays en octobre 2011, les nouvelles élections législatives tunisiennes ont eu lieu le 26 octobre 2014. Les citoyens tunisiens ont élu l'Assemblée des représentants du peuple pour un quinquennat. Quatorze partis se sont présentés aux élections, mais les résultats démontrent que deux partis détiennent déjà un quasi-monopole. En effet, le parti Nidaa Tounes, considéré comme le parti laïc, arrive en tête avec l'obtention de 86 sièges sur les 217 qui composent l'Assemblée ; et est talonné par le parti Ennahdha, le parti islamique, qui, lui, obtient 69 sièges.

Un mois après les législatives, les Tunisiens sont de nouveau appelés aux urnes afin d'élire le Président de la République. En effet, le 23 novembre 2014, les premières élections présidentielles démocratiques ont lieu en Tunisie. Sur les 27 candidats (représentant un parti politique ou indépendant), Beji Caid Essebsi, chef du parti Nidaa Tounes accède au second tour avec 39,46% de voix face à l'actuel Président tunisien, Moncef Marzouki, qui a récolté 33.43% des voix. Le second tour aura lieu le 21 décembre 2014.

²⁶ Tiré de « Tunisie : 'l'acquis de la révolution, c'est la liberté d'expression' », *Ma vérité sur*, le 07.05.2014 par Marine Périn. <http://www.maveritesur.com/moez-chakchouk/tunisie-l-acquis-de-la-revolution-c-est-la-liberte-d-expression/808> consulté le 19 Avril 2014

1.4 Objectif et question de recherche

L'analyse du rôle des médias socionumériques dans un contexte sociopolitique est un champ de recherche vaste que l'on peut étudier sous plusieurs et multiples facettes et approches. De nombreux chercheurs tels qu'Olivier Piot (2011), Riadh Ferjani (2011), Romain Lecomte (2010), Frédéric Brun (2011), Jean-Loup Richet (2011), Samia Mihoub (2012) et Johanne Kubler (2011), se sont notamment penchés sur la question de la contestation politique en ligne lors du « Printemps arabe ».

Bien que l'on ait souvent excessivement exagéré le rôle d'Internet en lui attribuant le rôle de « faiseur » de révolution (Lecomte, 2011) et qu'il est important de rappeler que les soulèvements sont toujours issus d'engagements politiques au préalable (Granjon, 2011, p.2), il reste néanmoins important de souligner son apport, par exemple, en termes de transmission et de relais de l'information (Mihoub, 2012, p.21). En effet, dans un pays où la presse, la télévision et la radio ont été pendant longtemps biaisées et muselées, voire le demeurent, les médias socionumériques ont alors constitué un espace de prise de parole alternatif. L'espace public traditionnel se voit être confronté à un nouvel espace numérique de socialisation virtuel dans lequel les internautes-citoyens pourront débattre, s'informer et se mobiliser. En d'autres termes, on ne peut nier la contribution des médias socionumériques et de leurs usages dans les périodes révolutionnaire et postrévolutionnaire tunisienne :

Toutefois, cette révolution a aussi investi les réseaux. Elle s'y est inscrite, en bénéficiant de nouveaux rythmes d'écritures, de nouveaux modes de gestion du temps et de l'espace. Elle y a été diffusée, partagée, commentée et s'y est archivée et mémorisée. (Ibid)

1.4.1 Objectif de recherche

Ce mémoire cherche à déterminer quels sont les usages sociopolitiques de *Facebook* dans la Tunisie postrévolutionnaire du point de vue des utilisateurs. Nous avons porté notre attention sur les usages de *Facebook* en particulier car c'est le réseau socionumérique qui a été le plus utilisé durant la révolution tunisienne par les internautes.

1.4.2 Question de recherche

Depuis la révolution, les Tunisiens, alors considérés comme des « orphelins de la politique » (Blondeau-Coulet, 2006, p.1), seraient de plus en plus investis dans les pratiques démocratiques. Ces pratiques passeraient notamment par la conquête du web et plus précisément par celle de *Facebook*. Ce serait donc par le biais de cette plateforme numérique que les Tunisiens « font et défont la politique d'aujourd'hui » (Zarrad, 2013, p.128). En conséquence, notre question principale de recherche à laquelle nous chercherons à répondre dans ce mémoire est la suivante :

Comment les jeunes internautes tunisiens perçoivent-ils leurs usages de Facebook dans leurs pratiques politiques dans le contexte postrévolutionnaire tunisien ?

De cette problématique, nous apporterons des éléments de réponse aux deux sous-questions suivantes :

- 1- Quels sont les usages sociopolitiques de *Facebook* du point de vue des jeunes internautes tunisiens dans le contexte postrévolutionnaire?

2- Quelles pratiques politiques les jeunes internautes tunisiens lient-ils à leurs usages de *Facebook* ?

1.4.3 Pertinence communicationnelle

L'étude des technologies de l'information et de la communication (TIC) est considérée comme étant un important champ de recherches dans le domaine des études en communication. S'inscrivant dans ce champ de recherche avec l'étude des usages de l'Internet et des médias socionumériques, notre problématique se penche sur les espaces communicationnels numériques dans un contexte sociopolitique spécifique. Trois ans après la révolution, il est intéressant de porter un intérêt particulier aux questions issues de l'intersection entre la politique et la technologie durant une transition démocratique d'un point de vue des cyberactivistes.

De plus, bien que de nombreuses recherches aient été faites sur les usages des TIC pendant la révolution tunisienne, peu de chercheurs se sont penchés sur le contexte postrévolutionnaire, ce qui donne à notre mémoire de maîtrise une caractéristique inédite.

Par ailleurs, compte tenu des événements actuels en Ukraine ou encore en Thaïlande, la question du rôle et de l'importance des médias socionumériques dans les débats publics et politiques est toujours d'actualité. Cette recherche permettra donc, espérons-le, une meilleure compréhension des rôles des différents moyens d'expression et de communication dans une perspective de démocratisation de la société et comment ces derniers sont perçus.

Une fois la problématique présentée, il est maintenant temps de développer les concepts qui ont retenu notre attention dans le cadre de ce mémoire. Les voici dans le cadre théorique.

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE

Quels que soient les jeux de mots et les acrobaties de la logique, comprendre c'est avant tout unifier.

-Albert Camus (1942)

Dans ce chapitre, l'idée est de clarifier certains concepts et les liens entre les différentes notions qui constituent notre problématique de recherche. Puisque notre mémoire de maîtrise traite de la dynamique entre médias siconumériques et pratiques sociopolitiques, il est donc nécessaire que nous évoquions les rapports entre la technique et la société. Nous développerons ensuite la notion phare présente dans notre question de problématiques, soit celle des usages des TIC. Cette notion renvoie aux travaux sur la sociologie des usages. Nous apporterons des précisions quant aux notions de politique et de démocratie. Nous nous intéresserons ensuite à la notion des jeunes et du cyberactivisme.

2.1 Technique et société

Puisque nous nous intéressons à la dynamique autour de *Facebook* et de la société, et afin d'analyser notre problématique, nous utiliserons un cadre théorique portant sur les rapports entre société et technique en voyant dans un premier temps le paradigme instrumental (outil neutre, l'Homme détermine la technique et les usages de celle-ci) et le paradigme ontologique (déterminisme technologique). Puis, nous verrons dans un second temps que nous opterons pour une dialectique entre la société et la technique.

2.1.1 Approche anthropologique de la technique

Nous pouvons rallier le paradigme instrumental de la technique à la pensée de Platon dans l'œuvre *Gorgias*, dans laquelle le personnage défend la neutralité de la technique. En effet, selon Gorgias, « la rhétorique est une technique, or une technique étant un simple moyen, elle est par définition innocente des fins pour lesquelles on peut la mobiliser. Gorgias défend une idée purement instrumentale de la technique »²⁷. Dans ce sens, dans le paradigme instrumental, on considère la technique comme étant entièrement assujettie à l'être humain. L'idée maîtresse de ce paradigme anthropologique de la technique est que la technique est neutre. Soumise à la volonté et au désir de l'Homme, la technique est alors conçue comme un simple outil ayant pour seule utilité de répondre aux besoins de l'individu. L'être humain est ainsi placé au centre, c'est lui qui détermine l'outil et les usages qu'il en fait, donc c'est lui qui détermine la technique. Feenberg définit ce paradigme comme étant « basé sur l'idée que les technologies sont des outils prêts à servir les besoins de leurs utilisateurs » (Feenberg, 2001). Pur produit de l'intention anthropologique de l'homme, la technique alors neutre, n'a du sens que lors du processus d'appropriation de la technique par l'Homme.

Cependant, ce paradigme se heurte à certaines limites. En effet, il est imprudent d'affirmer que la technique est en soi étrangère à toute valeur. En effet, plusieurs penseurs tels que Heidegger ou encore Vinck reconnaissent à la technique un déterminisme qui lui est propre et qui produit une nouvelle dynamique entre Homme et technique. Ceci nous amène donc à introduire le paradigme ontologique de la technique.

²⁷ Tiré de « La technique est-elle une activité neutre ? » par Simone Manon, 2008, <http://www.philolog.fr/la-technique-est-elle-une-activite-neutre/> consulté le 18 Juin 2014.

2.1.2 Approche déterministe de la technique

L'idée fondamentale du paradigme instrumental selon laquelle la technique est « une chose humaine, inventée, exécutée, développée, dirigée et établie par l'homme et pour l'homme »²⁸ se voit réfutée par le paradigme ontologique. En effet, ce paradigme place la technique au centre et s'intéresse aux caractéristiques spécifiques de la technique, et donc à sa portée ontologique. Cette approche affirme l'idée que c'est la technique qui détermine l'Homme et la société, lui rajoutant une caractéristique indéniablement totalisante. Dans ce sens, Heidegger dénonce l'approche « anthropologico-instrumentale » en affirmant que « ce que la technique moderne a d'essentiel n'est pas une fabrication purement humaine » (Heidegger, 1988). L'approche déterministe inscrit la technique comme une forme rationnelle, structurée, organisée et autonome et qui impose à l'homme son déterminisme (Ellul, 2004 ; Leroi-Gourhan, 1943).

Le courant du déterminisme technologique renferme deux idées principales, soit que la technique est auteur de sa propre évolution et que c'est la technique qui influence la société, incarnant alors le moteur des changements sociaux : « d'une part, le changement technique est autonome [...] d'autre part, un changement technique provoque un changement social » (Vinck, 1995, p.232).

Toutefois, le paradigme déterministe de la technique admet une limite, celle d'être beaucoup trop « techno-centrée ». En effet, cette approche focalise exclusivement sur le déterminisme de la technique et ne prend pas assez en considération ni le rôle de l'être humain ni celui des contextes économique et sociopolitique.

Ainsi, l'approche instrumentale et l'approche ontologique ont toutes deux une limite, soit celle de ne pas être en relation l'une avec l'autre. En effet, soit la

²⁸ Tiré de « *Langue de tradition et langue technique : conférence de Martin Heidegger* », <http://www.editionsosiris.fr/victor/tradition%20et%20technique.htm> consulté le 11 Mars 2014

volonté anthropologique détermine les technologies, ou bien ce sont elles qui déterminent l'individu et le social. Castells et Flichy, eux, défendent l'idée que les technologies numériques sont le résultat d'un imaginaire social basé sur leurs usages (Castells, 2000 ; Flichy, 2001). Pour mener à bien ce mémoire de maîtrise, nous écartons tout déterminisme. Nous proposons alors d'adopter une perspective dialectique entre Homme et technique afin d'aborder notre problématique.

2.1.3 Dialectique homme/technique

Trouvant un juste milieu entre les pensées technophobes et les pensées technophiles, et en mettant de côté une dichotomie trop rude, nous discuterons ici comment la technique doit être considérée comme une constituante anthropologique -extension de l'Homme- et qu'elle participe à la constitution/construction de l'Homme en lui permettant d'extérioriser sa mémoire, ses pensées:

Tout est technique. Il s'agit de ne plus opposer homme et technique. Il y a anthropogenèse dans la mesure où le devenir de l'homme se confond avec le devenir du monde et des objets. Dans le passage du Zinjanthrope au Néanthrope, l'arrêt de l'évolution corticale coïncide avec la première extériorisation des techniques.²⁹ (Stiegler, 2008)

Ainsi, la technique est selon Stiegler, « la poursuite de la vie par d'autres moyens que la vie » (Stiegler, 1994, p.31). Pour de nombreux chercheurs, la technique est une composante de la mémoire de manière essentielle. En effet, Leroi-Gourhan considère la technique comme étant le « processus d'extériorisation » et comme étant une composante indéniable et intrinsèque de la mémoire (Leroi-Gourhan, 1965). Dans ce sens, la mémoire est fondatrice de l'humanité, car elle permet à l'homme de s'extérioriser en déposant le savoir dans des objets et ce faisant, elle

²⁹ Tiré de « Bernard Stiegler : *Lieu, mémoire et technique* », 2008, p.5
<http://www.philosophie.ulg.ac.be/documents/PhiloCite2008/Stiegler.pdf> consulté le 25 Mars 2014

rend possible la mémorisation des gestes et des actions dans la matière ainsi que la transmission de ces savoirs et connaissances, matérialisés dans des supports de mémoire (Stiegler, 2005).

By means other than life, the human evolves by exteriorizing itself in tools, artifacts, languages and technical memory banks. Technology on this account is not something external and contingent, but rather an essential- indeed, the essential- dimension of the human. (Stiegler, 2010, p.65)

Des tablettes d'argile à l'Internet et aux médias socionumériques, les mnémotechnologies ont toujours structuré et conditionné la mémoire, les modalités et les formes du savoir. En effet, l'alphabet, les registres, les livres de comptes, les blogues, le GPS, les clés USB sont également considérés comme des supports matériels et extérieurs à l'homme. De nos jours, les supports artificiels des mémoires individuelles et collectives sont nourris par un large milieu mnémotechnologique : le milieu d'Internet (Ibid), notamment avec les plateformes des médias socionumériques. Il faut donc penser en termes de couplage homme/technique. Ce devenir « technique » de l'homme tend au besoin de penser les phénomènes sociaux à partir de cette dialectique, ainsi qu'à partir des hypomnémata. La dialectique entre l'Homme et la technique sont la source de transformations de l'organisation sociétale.

Originally objectified and exteriorized, memory constantly expands technically as it extends the knowledge of mankind; its power simultaneously escapes our grasps and surpasses us, calling into question our physical as well as our social organization. (Stiegler, 2010, p. 67)

Ainsi, dans cette dialectique, homme et technique sont mutuellement déterminants. En effet, il y a une dynamique de reproduction :

Cette dynamique s'effectue en deux mouvements. Le premier est l'inscription de valeurs dans la mémoire collective [...] au cours du second mouvement, la technique transmet les valeurs dont elle est porteuse et devient à son tour déterminante en incarnant les conditions de possibilités

(le passé ou “déjà-là” heideggerien) en rapport desquels l’individu advient. (Mondoux, 2012, p.3)

Ainsi, notre recherche ne s’inscrit pas dans une perspective déterministe technologique, car nous ne considérons pas *Facebook* comme étant source de révolution. Notre proposition inscrit le web social en tant qu’outil permettant de « stocker et de transmettre les savoirs et les cognitions » (Mihoub, 2012, p.21). Selon Mihoub, les médias socionumériques, et notamment *Facebook*, proposent de nouvelles formes de pratiques, d’expression, de critique, de contestation, d’archivage et de transmission (Ibid).

2.2 La sociologie des usages

Dans le cadre de notre mémoire de maîtrise, l’une des notions importantes est celle des usages du média socionumérique *Facebook* par les internautes tunisiens à des fins politiques. Notre recherche s’inscrit donc dans le champ de la sociologie des usages des TIC.

Ayant préalablement opté pour une perspective dialectique entre société et technique, la sociologie des usages s’inscrit bien dans cette recherche car elle écarte tout déterminisme, tant technique que social. En effet, selon Francis Jauréguiberry et Serge Proulx, « l’usage des techniques n’est pas sociologiquement neutre : il est porteur de valeurs et source de significations sociales pour l’usager » (Proulx, Jauréguiberry, 2011, p.24). En d’autres termes, la sociologie des usages permet un aller-retour entre technique et social. Toujours selon Jauréguiberry et Proulx, l’avènement d’Internet et de ses outils, introduit dans la sphère sociale des lieux privilégiés de production ainsi que d’usage de

« contenus » d'ordre médiatique informatif, économique, éducatif, ou culturel (Proulx, Jauréguibery, 2011, p.27).

2.2.1 Usage, Utilisation et pratique

Le concept d'usage provient du courant de pensée fonctionnaliste américain des « *uses et gratifications* » dans les années 1960-1970. Josiane Jouet met l'accent sur la différence entre les notions d'usage, d'utilisation et de pratique. Elle définit le concept d'usage comme étant l'action « d'une simple utilisation » (Jouët, 1993, p.371). Sa définition rejoint celle de Serge Proulx qui, lui, considère l'usage comme étant « l'utilisation d'un objet, naturel ou symbolique, à des fins particulières » (Proulx, 2005, p.2), comme par exemple sociopolitiques. Selon Millerand :

L'utilisation d'un média ou d'une technologie, repérable et analysable à travers des pratiques et des représentations spécifiques, l'usage devient « social » dès qu'il est possible d'en saisir - parce qu'il est stable - les conditions sociales d'émergence et, en retour d'établir les modalités selon lesquelles il participe à la définition des identités sociales des sujets. (Millerand, 1998, p.4)

En ce qui concerne le concept de pratique, celui-ci est défini comme étant « une notion plus élaborée qui recouvre non seulement l'emploi des techniques (l'usage) mais les comportements, les attitudes et les représentations des individus qui se rapportent directement ou indirectement à l'outil » (Jouët, 1993, p.371). Le terme pratique renvoie alors à l'ensemble des pratiques sociales quotidiennes de l'utilisateur.

Dans ce sens, nous retiendrons au cours de cette recherche que les internautes développent des usages de *Facebook* dans le cadre de pratiques culturelles, celles qui nous intéressent allouant une place majeure au politique.

2.2.2 Les pratiques sociopolitiques

Puisque nous nous intéressons aux pratiques politiques des Tunisiens sur *Facebook*, il nous semble alors important de préciser dans un premier temps ce que l'on entend par le terme « politique » puis, dans un second temps, d'évoquer les usages politiques en ligne.

2.2.2.1 Le politique

Dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, nous avons choisi d'aborder le politique au sens large. Il s'agit ici de ne pas faire de distinction entre *le* politique et *la* politique, mais de considérer le politique comme étant l'articulation du « vivre-ensemble ». Ainsi, c'est « l'espace » qu'il y'a entre les hommes qui constitue le politique. Le politique serait alors un idéal idyllique de l' « être-ensemble » et du « vivre ensemble ». En effet, selon Platon :

L'art politique réalisant le plus magnifique et le plus excellent de tous les tissus, en enveloppe, dans chaque Cité, tout le peuple, esclaves ou hommes libres, les serre ensemble dans sa trame et, assurant à la Cité tout le bonheur dont elle peut jouir, commande et dirige. (Platon, 1970, p.311)

Selon Hannah Arendt, les fondements de la politique passent par un espace au pouvoir horizontal, de débat et de délibération : « être politique, vivre dans une polis, cela signifiait que toutes choses se décidaient par la parole et la persuasion, et non par la force ni la violence » (Arendt, 1961, p.35). De plus, toujours selon Arendt, le politique est avant tout un espace de liberté, et notamment de liberté d'expression : « la liberté est la raison d'être de la politique, et son champs d'expérience est l'action » (Arendt, 1972, p.190).

De plus, politique et communication sont étroitement liées. Comme le dit Gaëtan Tremblay, « la vie démocratique est aussi profondément affaire de communication. S'informer, discuter, se forger une opinion, l'exprimer en public, tenter de convaincre les autres et de les rallier à ses positions, constituent autant d'exercices d'information et de communication » (Tremblay, 2007, p.208).

Selon Dominique Wolton, la politique contemporaine comprend deux éléments, soit « l'élargissement de la sphère politique et la place croissante accordée à la communication, avec le poids des médias [et notamment les médias socionumériques] et de l'opinion publique »³⁰. Cette définition du politique rattachée à la notion du « vivre-ensemble » renvoie alors au concept de démocratie.

2.2.2.2 Deux visions de la démocratie

On distingue deux modèles majeurs de la démocratie, la démocratie représentative et celle participative (Blatrix, 2000).

Le premier modèle de démocratie, avec les « théoriciens élitistes » (ibid), repose sur une vision de la société fractionnée en deux, entre dirigeants et dirigés. Sartori définit la démocratie représentative comme étant :

Le fait que des minorités capables et compétentes soient partie prenante de la démocratie n'est pas un mal nécessaire, mais un facteur décisif de tels systèmes. Loin d'être un défaut du système, les élites démocratiques sont une de ses sauvegardes essentielles. Plus on étudie le régime démocratique, plus on prend conscience de sa complexité et de sa précarité. Et plus nous observons les moyens d'assurer sa survie, plus nous prenons conscience de ce qu'une société démocratique ne s'affirme et ne gagne de terrain que dans la mesure où des minorités responsables et dignes de confiance se consacrent à ce but (Sartori, 1973, p.99).

³⁰ Tiré de « Communication politique » par Dominique Wolton, <http://www.wolton.cnrs.fr/spip.php?article61> consulté le 5 Juillet 2014

Le pouvoir est donc détenu par une minorité qui représente la majorité. En d'autres termes, les représentants élus servent de médiateurs de la volonté du citoyen. On parle donc d'une « vision oligarchique de la société » (George, 2001, p.92). Arendt considère que l'action politique au sein de la démocratie représentative reste « une prérogative du gouvernement et des professionnels de la politique qui proposent au peuple d'être leurs représentants au moyen du système parlementaire pour représenter ses intérêts à l'intérieur de l'Etat et, le cas échéant, contre l'Etat » (Arendt, 1995, p.111). La démocratie représentative se base également sur le fondement que « le citoyen moyen » (Berelson, 1954, p.314) ne possède pas les capacités essentielles pour contribuer au bon développement de la société (George, 2001).

Le second modèle de démocratie, la démocratie participative (ou délibérative) vient s'opposer aux « théoriciens élitistes ». En effet, le « courant participationniste » place le citoyen au centre dans la prise de décision et l'exercice du pouvoir. Selon Arendt, dans un idéal utopique, la politique consiste en ce que « les hommes libres, par delà la contrainte, la violence et la domination, ont entre eux des relations d'égaux et que, en dehors d'un contexte de guerre, toutes les questions de la vie commune doivent être traitées par la discussion et la persuasion mutuelle » (Arendt, 1995, p.77).

« Les défenseurs de la démocratie participative ou délibérative ne voient donc pas dans la démocratie seulement une façon d'adopter des lois et de prendre des décisions, mais aussi un idéal. Ils sont critiques à l'égard des systèmes politiques reposant essentiellement ou principalement sur des mécanismes d'agrégation des préférences ou des intérêts. [...] L'accent est mis sur l'effet éducatif de la participation aux procédures participatives, et leur impact positif sur l'épanouissement de l'individu au sein d'un groupe » (Blatrix, 2000, p.88).

En parlant du web et des médias socionumériques, on parle généralement de démocratie comme étant participative (ou délibérative). Au sein de celle-ci, le citoyen est censé détenir une place certaine dans les discussions, les débats et les

prises de décision. Dans un élan utopique, certains parlent même d'une *e-democracy*:

The concept of e-democracy is associated with efforts to broaden political participation by enabling citizens to connect with one another and with their representatives via new information and communication technologies. (Carpentier, 2011, p.118)

2.2.2.3 Les usages politiques du web

L'appropriation des TIC se fait à la fois à des fins communicationnelles et politiques. Bernard Conein et Nicolas Auray parlent alors de la « politisation des usages ». Il s'agit ici de s'intéresser plus spécifiquement à la dimension politique des usages sur Internet. Ainsi, par le biais de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, l'utilisateur ou un groupe d'utilisateurs vont prendre part aux activités de la sphère politique. Nous retiendrons la définition de Serge Proulx qui considère la « politisation des usages » comme étant « l'usage de l'informatique peut participer à la constitution d'une "vie en commun" et en quoi cet usage d'objets techniques peut favoriser un meilleur contrôle de chaque individu sur sa propre vie »³¹ (Proulx, 2002, p.9). L'exercice de la citoyenneté est défini par le « droit à l'information qui s'articule avec un devoir d'informer » (Rouet, 2012, p.8). Ainsi, sur le web, les internautes ont accès aux contenus politiques. Ces contenus vont soi-disant leur permettre d'enrichir leurs connaissances et de forger leurs opinions et par la suite encourager leur participation politique (Peiser, 2010). Selon Jennifer Stromer-Galley, les usages politiques sur Internet sont la diffusion d'information (s'informer et informer autrui), la discussion politique et le débat (à travers des blogues, des forums, des médias sociaux numériques, etc.), la mobilisation et l'activisme politique (Stromer-Galley, 2008). Dans une dynamique d'appropriation politique, l'Internet et les

³¹ Tiré de « Trajectoires d'usages des technologies de communication : les formes d'appropriation d'une culture numérique comme enjeu d'une société du savoir », par Serge Proulx, p.9, <file:///C:/Users/DELL/Downloads/5046351a356b564cef.pdf> consulté le 10 Mars 2014

médias socionumériques sont donc des outils de diffusion, de protestation mais avant tout d'expression. Cette dynamique rejoint la notion d'usage « citoyen » de Sylvie Goupil qui, dans une vision optimiste, conçoit l'Internet comme étant un espace qui encourage la conscience citoyenne en termes de prise de parole, d'engagement politique et d'interaction et d'expression critique (Goupil, 2004).

Ainsi, nous retiendrons la définition de l'usage politique du web et plus précisément des médias socionumériques comme étant la participation du citoyen dans les débats et les discussions politiques, la diffusion d'information, la mobilisation et l'expression de points de vue. Parmi ces usages citoyens sur Internet, on retrouve le militantisme en ligne, le cyberactivisme, soit une autre notion phare de notre mémoire de recherche.

2.2.2.4 Le cyberactivisme

L'activisme peut être défini comme étant « un système de conduite qui privilégie l'action directe (en particulier dans le domaine politique, social) »³². Le cyberactivisme est né de la notion d'« hacktivisme » (hacker et activisme) qui englobe les usages des technologies informatiques et numériques pour « a variety of different practices to impact on opinion, influence decisions, and even to disrupt or undermine political opponent » (Dahlgren, 2009, p.197). Selon Sénécal, chaque période de l'histoire est marquée par l'usage des technologies et des médias dans un mouvement contestataire :

Les technologies [de communication et] médiatiques [...] ont constitué, en leur temps et à leur manière, tout à la fois un nouvel espace, un nouvel enjeu, un nouvel outil d'expression des logiques d'acteurs qui traversent et façonnent nos sociétés (Sénécal, 2007, p.1).

³² Tiré du dictionnaire en ligne Larousse :

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/activisme/945> consulté le 14 Octobre 2014

Ainsi, l'arrivée de l'Internet dans l'espace médiatique n'échappe pas à la coutume, et a représenté pour certains mouvements sociaux une « extension du domaine de la lutte » (Gonzalez-Quijano, 2003, p.24) et « une plate-forme de mobilisation collective » (Suárez Collado, 2013, p.41). Granjon définit l'Internet comme étant constitué de « plates-formes d'échange et de terrain de rencontre à des personnes [qui] partagent un certain nombre d'intérêts et désirent mutualiser leurs réflexions et leurs actions » (Granjon, 2001, p.81). Dahlgren estime que l'Internet est un outil de participation politique et de lutte démocratique qui facilite la communication avant tout la communication (Dahlgren, 2009). Les usages militants de l'Internet ont donné aux citoyens, une nouvelle puissance d'agir, une puissance qui permet « l'affirmation de la vie, et ultimement, l'affirmation de désir d'exister individuellement et collectivement, le désir de survivre même dans un contexte économique et politique difficile » (Proulx, 2013, p.37). En effet, selon Adams, l'Internet permettrait aux activistes, aux « individus, groupes et communautés de devenir capables de prendre le contrôle d'un contexte et de parvenir à leurs objectifs afin d'améliorer la qualité de leur propre vie et de celle des autres » (Adams, 2003). L'usage de l'Internet et des médias socionumériques permettent donc aux internautes de « créer des répertoires de controverses, de cadrer des enjeux, de propager des symboles unificateurs et de transformer l'activisme en ligne en manifestation hors ligne » (Merlyna Lim, 2012, p.1).

Selon Serge Proulx, les cyberactivistes ou « activistes de la technique » détiennent des « pratiques militantes qui font surgir de nouvelles formes de l'agir politique en les connectant à des usages particuliers des technologies de l'information et de la communication (TIC) » (Proulx, 2012, p.4). Denieuil revendique que l'émergence d'une nouvelle culture militante, celle des cyberactivistes, a été permise principalement grâce aux outils de communications numériques (Denieuil, 2013). En effet, il considère que « les technologies numériques en tant que vecteurs [ont] contribué à la reconfiguration des modalités d'une parole publique et à la mise en œuvre d'une contestation sociale » (Denieuil, 2013, p.110). Les usages militants du web consistent, en autres, dans le partage et la

diffusion d'information, le ralliement à une cause, l'organisation de manifestations, la signature de pétition, etc... Le cyberactiviste peut donc être défini comme étant :

Somebody who uses the Internet, and specially the blogosphere, to spread a discourse and make public a number of tools that will give the power and visibility that are nowadays monopolised by institutions back to the people. A cyberactivist is an enzyme within the process by which society goes from being organised in de-centralised hierarchical networks to self-organizing into basically egalitarian distributed networks » (De Ugarte, s.d., p.64).

Le rôle du cyberactiviste est d'informer, de sensibiliser, d'organiser et de mobiliser et de contester. Cependant, Denieuil (2013) explique que les liens qui unissent les cyberactivistes entre eux sont faibles puisque la plupart ne se connaissent pas mutuellement. Ils s'unissent toutefois en « un but, un idéal collectif qui se manifeste via une « coordination » à défaut d'une organisation ; et c'est très certainement leurs traits de force » (Denieuil, 2013, p.111).

Mariam Ben Slema explique quant à elle qu'en Tunisie :

Avant la révolution du 14 janvier, le cyberactivisme représentait une pratique contestataire utilisant le Web comme moyen d'expression et de diffusion de l'information portant sur la chose politique. Basé sur la satire et la dérision, le cyberactivisme est un mixte entre l'activisme politique, le journalisme et l'expression artistique (vidéos, collages, caricatures, musiques, etc.). Relégué à la culture contestataire à cause de la censure sous l'ancien régime, le cyberactivisme peut être envisagé comme une sous-culture dans la mesure où il correspond à une opération de renouvellement du répertoire d'action militant usuel. L'amateurisme se substitue au professionnalisme, dans le sens où la compétence à dire le monde n'est plus réservée aux professionnels du politique, mais inclut le citoyen ordinaire qui a un accès direct à travers le web à l'opinion publique. (Ben Slema, 2013, p.142).

Cela rejoint l'idée de Blondeau qui considère qu'à travers une hiérarchie horizontale associée à l'Internet, tout « individu pourrait être porteur d'une mobilisation » (Blondeau, 2007, p.16). On attribue alors à la cybercontestation une

caractéristique d'organisation indéniablement « participative » (Denieuil, 2013, p.111).

Sihem Najjar, quant à elle, pointe cinq éléments qui constituent le cyberactivisme et les mouvements sociaux en ligne (Najjar, 2013) :

1. Le cyberactivisme est « bipolaire ». On parle ici d'une dialectique entre l'action sur le terrain et l'action sur la toile, soit le fait que la bipolarité du cyberactivisme « renvoie à un engagement social qui passe par le virtuel pour agir sur le réel » (Najjar, 2013, p.14).
2. Le cyberactivisme se fonde sur une forme d'expression « protéiforme ». Les cyberactivistes s'expriment et échangent de manières différentes et plurielles. En effet, certains s'expriment à travers des plateformes de discussion telles que *Facebook*, *Twitter*, des blogues, etc. tandis que d'autres vont utiliser des supports artistiques tels que des chansons, des caricatures, des vidéos. Ainsi, « les supports varient en fonction des acteurs sociaux et des groupes concernés (des étudiants, des lycées, des militants politiques, des syndicalistes, etc) » (*Ibid*, p.14).
3. Le cyberactivisme est transnational car il permet aux activistes en ligne de « placer les questions et les revendications locales dans leur contexte global et international (*Ibid*, p.15). Ainsi, cette spécificité propre au cyberactivisme engendre la possibilité d'informer, d'amplifier et d'étendre des mouvements contestataires (*Ibid*).
4. Le cyberactivisme est constitué d'individus issus de différentes catégories sociales. En effet, selon Najjar, « les mouvements sociaux en ligne, [sont] perméables à toutes les formes d'expression, contribuent au renforcement d'une certaine « démocratie participative » où chaque citoyen « connecté » a la possibilité d'agir et d'interagir » (*Ibid*). Cependant, il est important de tenir compte des aspects importants tels que la fracture et les inégalités

numériques, la maîtrise de la communication politique et la pertinence et la crédibilité.

Dans le cadre de ce mémoire, nous retenons l'idée que durant la révolution tunisienne et actuellement, les cyberactivistes ont joué et continuent à jouer un rôle déterminant dans le partage et la diffusion de l'information ainsi que dans la mobilisation et l'organisation des mouvements contestataires (Zarrad, 2013).

2.2.3 Interprétation des usages

Par ailleurs, pour compléter notre cadre théorique, il apparaît pertinent de noter les différents modèles d'interprétation ou de niveau d'analyse des usages, selon Serge Proulx qui en retient cinq : (1) l'approche centrée sur l'interaction entre l'utilisateur et le dispositif ; (2) l'approche centrée sur la coordination entre l'usager et le concepteur ; (3) l'usage situé dans une quotidienneté ; (4) l'objet technique prescripteur de normes politiques et morales ; (5) les formes socio-historiques de l'usage (Proulx et Jauréguiberry, 2011, p.85). Notre intérêt se porte particulièrement sur le registre d'interprétation qui situe l'usage dans la quotidienneté.

Ce niveau d'interprétation place en effet les pratiques dans le quotidien de l'individu. Ce dernier va adapter ses usages à ses besoins, et va donc leur donner des significations subjectives (Proulx et Jauréguiberry, 2011, p.90). L'idée maîtresse ici est de tenir compte de l'environnement quotidien de l'utilisateur afin d'assurer une meilleure compréhension de l'appropriation et des usages de l'objet technique. En effet, pour le travail d'interprétation, il nous sera important de prendre en compte la mise en contexte des usages dans la routine des pratiques des jeunes internautes tunisiens et par exemple de situer les usages de *Facebook*

dans les pratiques culturelles des jeunes, celles-ci prenant justement place dans leur quotidien.

Puisque nous nous intéressons aux jeunes dans cette présente recherche, il est donc nécessaire d'apporter quelques précisions quant à ce vocable.

2.3 Culture juvénile numérique

De nombreuses recherches ont été préalablement effectuées sur la jeunesse et les technologies numériques. Nous pouvons citer à titre d'exemple les travaux de Jouët sur la « culture de l'écran » (1999, 2004), ceux de Martin sur les usages juvéniles d'Internet (2004, 2007) ou encore ceux de Metton sur les usages du clavardage et des SMS (2010).

Par définition, la jeunesse est « la période de la vie humaine comprise entre l'enfance et l'âge mûr »³³. En sociologie, Galland définit la jeunesse comme étant la période de passage durant laquelle la position sociale est incertaine (Galland, 2001). Dauphin soutient l'idée que dès l'enfance, les générations actuelles sont confrontées aux technologies (télévision, internet, ordinateur, cellulaire, jeux vidéo, etc.) et apprennent à les utiliser dans une routine quotidienne (Dauphin, 2012). Selon lui, « l'usage des nouveaux médias devient nécessaire pour le "vivre ensemble" sous peine de subir une potentielle exclusion » (Ibid, p.2). Prensky qualifie cette jeunesse de « digital natives » (Prensky, 2001). Comme le soulignent Josiane Joüet et Audrey Messin, ces jeunes font partie de la « culture de l'écran » (Joüet et Messin, 2005). Celle-ci est souvent caractérisée par une forte maîtrise des dispositifs techniques et notamment des médias socionumériques. Inspiré par la définition de Proulx (2002), Fluckiger considère que la culture numérique est « l'ensemble des valeurs, connaissances, pratiques qui impliquent

³³ Tiré du dictionnaire en ligne Larousse,
<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/jeunesse/44897> consulté le 19 Octobre 2014

l'usage d'outils informatisés, pratiques de consommation culturelle, médiatique, de communication et d'expression de soi » (Fluckiger, 2008, p.43). Berry parle de nouvelle dynamique relationnelle entre l'utilisateur et le media (Berry, 2006, p.149), et selon lui « this is an audience which, communicates via text messages (SMS) and instant messaging and for whom using technology is easy and second nature » (Ibid.).

Ainsi, la culture numérique juvénile peut être décrite comme « un ensemble de valeurs, de pratiques et de connaissances qui s'inscrivent dans l'immédiateté, où la communication (partout et tout le temps) et les nouveaux médias jouent un rôle prépondérant pour créer et maintenir une forme de sociabilité communautaire et permettre une construction identitaire » (Dauphin, 2012, p.4). L'usage juvénile des ces technologies numériques se veut critique, rationnel mais également citoyen (Ibid, p.8).

Nous arrivons au terme de ce chapitre consacré au cadrage théorique de notre présente recherche. En guise de conclusion, nous procéderons à un récapitulatif des principaux éléments qui constituent ce mémoire de maîtrise. Ne considérant pas *Facebook* comme source de révolution, bien qu'on lui accorde certaines valeurs, nous écartons une approche déterministe technique. En effet, nous préférons aborder notre recherche par le biais d'une dialectique dans laquelle l'homme et la technique sont mutuellement déterminants et déterminés. Notre recherche s'inscrit dans le champ de la sociologie des usages des TIC afin d'appréhender les rapports entre technique et social de façon complexe. Nous retenons la notion de « politisation des usages » puisque nous nous intéressons aux pratiques politiques par le biais de l'électronique, soit *Facebook*. Afin d'apporter des éclaircissements quant aux démarches d'interprétation des usages, nous avons choisi le niveau d'analyse des usages dans la quotidienneté. Nous retenons par ailleurs la notion de culture numérique juvénile comme étant l'aptitude d'utilisation des outils numériques et informatiques par les jeunes. Nous

retenons également la notion de cyberactivisme comme étant une forme d'engagement et de militantisme contemporain.

Enfin, à ce stade, il importe de préciser que dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, nous ne proposons pas d'hypothèses de recherche, car nous avons choisi de réaliser une recherche exploratoire. Maintenant que nous avons présenté notre cadre théorique, le chapitre suivant sera consacré aux questions relatives à la méthodologie.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

*La théorie est absurde sans la pratique et la
pratique est aveugle sans la théorie.*

-Kant

Le chapitre précédent nous a permis de présenter notre cadre théorique en mettant en lumière les principaux concepts utilisés dans ce mémoire de maîtrise. L'objectif de notre recherche étant de comprendre les perceptions des internautes tunisiens quant à leurs usages sociopolitiques de *Facebook* dans la période postrévolutionnaire, nous avons opté pour une méthodologie adaptée à notre problématique afin de faire preuve de pertinence et de rigueur. Ce présent chapitre énoncera notre posture ontologique et épistémologique, la méthode de recherche, l'outil de collecte des données et les démarches d'analyse des données.

3.1 Posture ontologique et épistémologique

L'ontologie pose la question « qu'est-ce que le réel ? ». Il existe aujourd'hui trois positions ontologiques possibles : le réalisme (la réalité est objective et indépendante), le réalisme historique- ou social- (la réalité est façonnée par un contexte) et le relativisme (la réalité est subjective et dépendante du sujet). Celle qui retient notre attention est l'ontologie relativiste, car celle-ci considère que la vérité à saisir sur le réel ne vient pas seulement de l'objet, mais également de l'observateur (chercheur) avec une interaction entre l'observateur et l'objet. Ainsi,

la réalité est en quelque sorte co-construite par le chercheur. Nous pouvons alors parler d'épistémologie constructiviste et interprétativiste.

De par son étymologie, l'épistémologie³⁴ signifie la science du savoir, de la connaissance. Elle a pour objet, l'étude de la science (Perret et Séville, 2007). En effet, selon Perret et Séville, l'épistémologie « s'interroge sur ce qu'est la science en discutant de la nature, de la méthode et de la valeur de la connaissance » (Ibid, p.1). Ils identifient alors trois grands paradigmes épistémologiques, soit « le paradigme positiviste, le paradigme interprétativiste et le paradigme constructiviste » (Perret et Séville, 2003, p.14). À l'opposé des épistémologies réalistes (positivistes) qui font une distinction nette entre le chercheur et l'objet d'étude (Miller, 2005, p.25) et qui postulent que le monde existe sans l'intervention de l'observateur humain » (Jonnaert, Masciotra, 2004, p.215), le constructivisme et l'interprétativisme considèrent que le « monde social est préconstruit par l'activité humaine » (Pirès, 1997, p.42).

Toute connaissance, comme disait Piaget (1937 ; 1945), est le résultat d'une action ou d'une série d'actions. Une action ne naît pas par hasard. L'action se dirige toujours vers un but, et le but est nécessairement une structure construite par des réflexes innés ou sur la base d'expériences de l'acteur. Piaget a montré comment cela fonctionne dans le domaine de la perception. (Jonnaert, Masciotra, 2004, p.216)

Dans le cadre de ce mémoire de recherche, nous choisissons d'utiliser le constructivisme et l'interprétativisme comme étant complémentaires. En effet, l'interprétativisme considère que la réalité est subjective et dépendante du chercheur et le constructivisme la considère construite par les acteurs impliqués (Prévost, 2003, p.1). Ainsi, l'action est l'outil de l'expérience permettant la construction de structures cohérentes d'interprétation. Le monde réel est accessible principalement par des perceptions et des constructions intellectuelles liées à l'expérience, une notion indispensable au constructivisme ainsi qu'à l'interprétativisme. Les deux épistémologies considèrent le savoir comme une

³⁴ Étymologie : du grec *epistēmē* qui signifie « connaissance, science ».

particularité dépourvue de tout déterminisme et que le plus important dans une recherche est la compréhension (Miller, 2005). Ainsi, l'acte de connaître puise d'avantage dans la construction subjective des phénomènes. Dans cette recherche, l'expérience, le vécu, la narrativité, les émotions, les valeurs, la biographie, vont avoir une grande valeur. Ainsi, les interprétations vont nous permettre de « comprendre, c'est-à-dire donner des interprétations aux comportements, [ce qui] implique nécessairement de retrouver les significations que les acteurs en donnent » (Perret et Séville, 2003, p.4). Selon Denzin, l'interprétation est une « description that goes beyond the mere or bare reporting of an act, but describes and probes intentions, motives, meanings, contexts, situations and circumstances of action » (Denzin, 1978, p.39).

En effet, « la réalité ne sera jamais indépendante de l'esprit, de la conscience de celui qui l'observe ou l'expérimente » (Perret et Séville, 2003, p.19). Ainsi, ce mémoire de maîtrise s'inscrit dans les fondements constructivistes et interprétativistes d'une part, par notre attachement et notre intérêt concernant notre objet de recherche et notre terrain en tant que Tunisienne, et d'autre part, car nous nous baserons sur les perceptions, l'expérience et le vécu des internautes pour répondre à notre question de recherche. En effet, nous accordons de l'importance à l'expérience et au vécu des individus ainsi qu'à leurs vérités individuelles. Inhérente à l'existence, l'expérience nous permet d'apprendre, de nous construire un monde et d'y faire sens. Ainsi, c'est à travers l'expression de l'opinion et du vécu des individus, qu'un sens sera donné au phénomène que nous étudions. Nous considérons alors l'expression comme productrice de sens. C'est en s'exprimant que les individus vont donner un sens à leurs pratiques, à leur vécu, et au monde. En effet, selon Blondeau :

Toute forme de savoir, technique, artistique, politique, doit être prise sous un angle expressif, c'est-à-dire comme une formulation auto-poïétique qui produira une forme intentionnelle. Dans ce cas, l'expressivisme ne doit pas être compris comme une simple expression de soi, de ses envies, de ses valeurs, mais comme la production d'une forme (technique, politique,

sociale, artistique, etc.) constituant la réalité sociale des sujets et leur rapport au monde. (Blondeau, 2007, p19)

Maintenant que nous avons présenté notre positionnement épistémologique, nous allons développer la méthode et la stratégie de recherche que nous emploierons.

3.2 La démarche de recherche

3.2.1 La recherche qualitative

Dans le cadre de ce mémoire, nous optons pour une recherche qui met en avant la compréhension et la description des usages sociopolitiques sur *Facebook*. Ainsi, la stratégie de recherche que nous avons choisie pour répondre à notre problématique relève de l'approche qualitative.

Nous retenons la définition de Luc Bonneville, Sylvie Grosjean et Martine Lagacé qui considère que :

Les recherches qualitatives visent la compréhension d'un phénomène pris dans son contexte et se caractérisent par leur ouverture sur le monde, par leur capacité à décrire un phénomène dans toute sa complexité, par leur souplesse et par leur capacité à combiner différentes techniques de collecte de données. (Bonneville et al., 2007, p.154)

De plus, selon Deslauriers, la recherche dite qualitative « se concentre [...] sur l'analyse des processus sociaux, sur le sens que les personnes et les collectivités donnent à l'action, sur la vie quotidienne, sur la construction de la réalité sociale » (Deslauriers, 1997, p.6). La recherche qualitative accorde donc une place importante à la quotidienneté, aux comportements et aux perceptions des individus sur un phénomène donné. Selon Paillé, la démarche qualitative relève

d'une « activité longue et patiente d'interprétation passant par une série de procédés précis, une suite de réflexions, de remises en question, de découvertes et de construction toujours plus éclairantes, toujours mieux intégrées » (Paillé, 1994, p.147).

3.2.2 Apport de la chercheure

De par la proximité du chercheur ou de la chercheure avec l'objet de recherche, la subjectivité constitue un enjeu important dans la présente recherche. Ainsi, la chercheure tente d'observer la subjectivité naturelle entre soi-même et le monde du phénomène. Comme chacune de nos expériences s'entremêle à celle des autres et que nous construisons ensemble le sens, nous sommes toujours à l'intersection de nos expériences avec celle d'autrui (Merleau-Ponty, 1945). En tant que Tunisienne, nous envisageons, de ne pas mettre nos valeurs de côté, mais plutôt de les reconnaître comme partie prenante de la recherche. En effet, nous pensons que cela peut être utilisé comme un avantage qui permettra d'assurer une meilleure compréhension du contexte, de la culture, des mentalités et des valeurs en Tunisie. Ayant été présente lors de la révolution tunisienne et suivant de très près l'actualité du pays, nous avons donc une connaissance certaine de notre terrain et cela nous permettra de déceler les éléments les plus pertinents lors de la collecte de données. De plus, notre maîtrise de l'arabe sera aussi l'occasion de faciliter les échanges avec nos interlocuteurs. Toutefois, il faut se méfier de la subjectivité, tout en étant conscient de cette dernière.

3.3 Les méthodes de collecte de données : l'entretien semi-dirigé

Afin de recueillir les données pertinentes à l'élaboration de ce mémoire de maîtrise, nous avons mobilisé une méthodologie microsociologique fondée sur la réalisation d'entretiens ethnographiques semi-dirigés.

L'entretien est un outil qui vise à recueillir des informations et à apporter des éléments de compréhension qui contribuent à l'avancée de la recherche. Il existe plusieurs types d'entretiens³⁵. Cependant notre intérêt se porte sur l'entretien qualitatif ou entretien semi-dirigé. En effet, il permet de cerner concrètement les thèmes susceptibles d'être analysés pour notre mémoire de maîtrise, d'évaluer la compréhension des sujets face à notre objet de recherche ainsi que les particularités de leurs pratiques. L'entrevue est indispensable au chercheur « qui désire pénétrer le sens d'une expérience vécue tout en préservant le caractère intersubjectif de son rapport à l'autre dans l'obtention des informations que celui-ci lui transmet » (Deschamps, 1993, p.59).

L'entretien semi-dirigé a été préconisé afin que l'intervieweur puisse adapter ses questions durant le déroulement de l'entrevue et que les participants puissent être guidés dans les thèmes abordés. Ainsi, le chercheur qui effectue l'entretien en profondeur encourage l'interviewé à exprimer dans ses propres termes, ses ressentiments et ses expériences vis-à-vis de la problématique de recherche. Selon Jean Poupart :

L'interviewé est vu comme un informateur clef susceptible précisément « d'informer », non seulement sur des propres pratiques et ses propres façons de penser, dans la mesure où il est lui-même considéré comme « représentatif » de son groupe ou d'une fraction de son groupe, mais surtout dans le sens où il est envisagé comme une source d'information sur les diverses composantes de sa société et sur ses divers milieux d'appartenance. (Poupart, 1997, p.206)

En d'autres termes, il s'agit ici de considérer la vérité du sujet comme étant celle de son groupe ou de formation sociale (Poupart, 1997).

Dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, nous avons choisi d'élaborer des entrevues qui dureront entre une heure et deux heures et qui seront axées autour de cinq thèmes majeurs :

³⁵ L'entretien non-directif, l'entretien clinique, l'entretien semi-directif

1. Les pratiques numériques
2. Les pratiques politiques
3. Le contexte postrévolutionnaire
4. Les usages politiques du web
5. L'expérience en tant que cyberactiviste

3.4 Spécificité des sujets

Maintenant que nous avons présenté brièvement notre méthodologie de recherche et nos techniques de collecte de données, il est nécessaire de dresser le profil des sujets. Dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, notre intérêt se porte sur des sujets jeunes d'origine tunisienne qui utilisent *Facebook* de manière quotidienne et à des fins sociopolitiques. Ainsi, nous souhaitons collaborer avec dix cyberactivistes et/ou bloggeurs tunisiens répondant aux critères suivants³⁶:

- 1- **L'âge** : les sujets doivent être âgés entre 18 et 35 ans, puisque c'est cette tranche d'âge qui se connecte le plus et qui est le plus actif sur *Facebook*.
- 2- **Activité sur *Facebook*** : les participants retenus doivent faire preuve d'une forte activité quotidienne sur *Facebook* en termes de militantisme et de prise de parole en ligne concernant l'actualité tunisienne et la transition démocratique.
- 3- **Le lieu** : nous avons choisi de n'interviewer que des personnes qui résident en Tunisie afin qu'ils soient plus proches physiquement de l'actualité du pays, et afin que nous puissions analyser comment des actions en ligne peuvent devenir des actions hors ligne.

³⁶Les critères ont été préalablement choisis à partir de la recherche faite sur le contexte révolution d'Ons Zarrad en 2013 : « *Internet et « la révolution tunisienne » : le rôle des cyberactivistes, entre le 17 décembre et le 14 janvier 2011* ».

Afin de répondre aux critères ci-dessus, nous avons procédé à une première phase de sélection basée sur notre connaissance, des observations en ligne et des recherches Google. C'est au fil des recherches que nous avons choisi de nous intéresser à une population spécifique, celle des jeunes cyberactivistes tunisiens. En effet, la révolution tunisienne a propulsé sur le devant de la scène médiatique de nombreux cyberactiviste et bloggeurs, toujours aussi engagés et actifs en ligne durant la transition démocratique. Notre intérêt s'est porté vers des sujets qui se revendiquent comme tels et qui en conséquence se démarquent par une forte activité en ligne et dans les rues. Nous avons alors estimé que leurs réponses et commentaires seraient plus riches en termes d'information et de pertinence. À partir de l'accès à leurs profils et pages *Facebook*, les sujets ont donc été sélectionnés de par leur statut de cyberactivistes et/ou bloggeurs confirmés, engagés et fameux en Tunisie. La prise de contact s'est faite directement par le biais de la messagerie *Facebook* et par l'envoi de courriers électroniques pour certains. Les entrevues se sont toutes déroulées en face-à-face. L'enregistrement audio des entrevues servira à la retranscription des données.

3.5 Analyse des données

Une fois que nous avons recueilli les données nécessaires à notre recherche, nous nous sommes consacrés à l'analyse de celles-ci. Il s'est agi alors de mener une analyse du contenu des entrevues. Afin de procéder à cette analyse de contenu, nous avons utilisé la grille thématique ci-dessous, élaborée à partir du guide d'entretien et tenant compte à chaque fois des éléments de convergence et de divergence parmi les propos tenus par les personnes rencontrées.

Tableau 3.1 Grille d'analyse

THÈMES \ RÉPONSES	ÉLÉMENTS DE CONVERGENCE(S)	ÉLÉMENTS DE DIVERGENCE(S)	AUTRE(S) ÉLÉMENTS
PRÉSENTATION ET PARCOURS			
PRATIQUES NUMÉRIQUES			
PRATIQUES POLITIQUES			
CONTEXTE POSTRÉVOLUTIONNAIRE			
USAGES POLITIQUES DU WEB			
EXPÉRIENCES EN TANT QUE CYBERACTIVISTE			

Cette grille d'analyse nous a permis d'élaborer la transcription textuelle des entretiens et d'étudier à la fois des éléments de convergence et de divergence dans les discours. En recherche qualitative, l'analyse consiste à privilégier « la rigueur et l'étude minutieuse des informations recueillies afin d'en extraire le contenu et les idées » (Andréani, Conchon, 2005, p.2). De plus, selon Luc Bonneville, Sylvie Grosjean et Martine Lagacé, la recherche qualitative vise essentiellement à traiter les données de façon inductive et en les synthétisant dans l'objectif de faire émerger des régularités et de découvrir des liens entre les faits accumulés » (Bonneville et *al.*, 2007, p.196). Pour notre part, nous cherchons à mettre en évidence les régularités et les singularités.

Nous avons procédé en trois étapes (Andréani, Conchon, 2005, p.3) :

1. **La retranscription des données** : il s'agit ici de faire une recension par écrit des informations recueillies afin de faciliter par ailleurs la lecture de ces données.
2. **Le codage de l'information** : le codage a suivi une démarche inductive à l'issue des entretiens et des observations. La grille de codage a permis par la suite de révéler les idées centrales et répétitives ainsi que les similitudes et les différences.
3. **Le traitement des données** : nous avons traité les données de manière sémantique, c'est-à-dire en analysant « les idées des participants (analyse empirique), les mots qu'ils utilisent (analyse lexicale) et le sens qu'il leur donne (analyse de l'énonciation) » (Andréani, Conchon, 2005, p.8) tout en suivant la grille d'analyse ci-dessus (Tableau 3.2).

3.6 Limites de la recherche

« La valeur d'une recherche scientifique est en grande partie dépendante de l'habileté du chercheur à démontrer la crédibilité de ses découvertes. » (Drapeau, 2004, p.10). Bien que la méthodologie retenue permette la souplesse, la flexibilité, une validité interne forte et un discernement de la logique d'action de par sa proximité avec l'objet de recherche et le phénomène étudié, elle admet toutefois certaines limites dont il faut tenir compte.

L'une des plus importantes contraintes de l'usage des réseaux sociaux est la divulgation d'informations erronées et/ou de sources non vérifiées, laissant alors l'internaute face à de nombreuses rumeurs, incapable de différencier le vrai du faux. De plus, si la recherche qualitative présente assurément des forces, cette méthodologie admet comme principale limite une capacité limitée à généraliser les résultats. Il apparaît impossible d'extrapoler ces derniers à l'ensemble de la population.

De plus, notre recherche peut se voir reprocher de ne pas répondre à une certaine objectivité, car sachant que la chercheuse est l'instrument principal de collecte et d'analyse, on ne peut assurer qu'un autre chercheur trouverait les mêmes résultats. Il faudra enfin tenir compte des imprévus éventuels et les possibles annulations d'entretiens.

CHAPITRE IV

ANALYSE ET DISCUSSION DES RÉSULTATS

La liberté est la raison d'être de la politique, et son champ d'expérience est l'action.

-Hannah Arendt

Dans ce quatrième chapitre, nous proposons une analyse s'appuyant sur les résultats d'une enquête de terrain qui porte sur les perceptions des jeunes internautes tunisiens à l'égard de leurs usages sociopolitiques de *Facebook* dans l'après-révolution en Tunisie. Nous présenterons nos résultats d'analyse de manière descriptive afin de synthétiser et de les mettre en lien avec les concepts abordés dans le chapitre 2.

Nous présenterons d'abord les usages généraux de *Facebook* par les jeunes internautes tunisiens. Nous verrons ensuite quelles pratiques politiques sont au cœur des usages de *Facebook*. Enfin, nous porterons notre attention sur l'évolution des usages sociopolitiques du média socionumérique à travers les commentaires de nos interlocuteurs.

Sur les dix sujets retenus, neuf ont accepté de nous rencontrer. Les entrevues semi-dirigées individuelles se sont déroulées à Tunis (Tunisie) et ont duré en moyenne entre une deux et trois heures. Nous rappelons que dans le cadre de ce mémoire de recherche, les entrevues ne sont pas un moyen de tester des hypothèses prédéfinies, mais un « processus de co-construction du sens des actions sociales » (Ben Salem, 2013, p.254).

4.1 Les usages généraux de *Facebook*

Depuis la révolution du 14 janvier 2011 en Tunisie, *Facebook* connaît une véritable réussite au sein de la population, et ce, malgré des inégalités numériques toujours existantes dans le pays. En effet, le nombre d'inscrits au média socionumérique augmente de jour en jour, et connaît un taux de pénétration d'environ 80,25% de la population internautes tunisienne en 2012³⁷. Ainsi, on assiste à une massification des usages de *Facebook*. Les sujets interviewés affirment tous utiliser *Facebook* fréquemment et que ces usages sont ancrés dans leur routine quotidienne.

De manière générale, les principaux usages sont ceux à des fins communicationnelles. En effet, les personnes inscrites à *Facebook* utilisent la plateforme pour clavarder, entretenir des liens familiaux et/ou amicaux, rencontrer des personnes et créer de nouvelles relations. Ainsi, en d'autres termes, *Facebook* est utilisé pour discuter et échanger avec autrui.

Un autre usage prédominant des internautes tunisiens sur *Facebook* est l'expression de soi. La plateforme permet de partager des textes, des vidéos et des photos personnels tout en donnant la possibilité aux usagers de donner leur point de vue (à travers les statuts, les commentaires, les « likes »). L'expression de soi sur Internet, et en particulier sur les médias socionumériques, expose les centres d'intérêt, les hobbies et les passions des usagers. Selon Romain Lecomte, en partageant leurs goûts culturels, les internautes, sur *Facebook*, manifestent leur « créativité et [leurs] compétences personnelles dans un ou des domaines particuliers » (Lecomte, 2013, p.54). À titre d'exemple, nous pouvons évoquer que certains de nos sujets se sont lancés dans la photographie amateur en partageant certains de leurs clichés, d'autres préfèrent afficher leurs goûts musicaux en mettant des clips vidéo sur leurs murs.

³⁷ Selon le site *Social Bakers*, <http://www.socialbakers.com/facebook-pages/media/country/tunisia/>, Consulté le 24 octobre 2014

J'utilise *Facebook* tout le temps, tous les jours, pendant des heures et des heures.... Après le 14 janvier, la chose la plus importante en Tunisie était *Facebook* ! Il y avait même des gens qui allaient voir les fournisseurs Internet et leur demandaient un abonnement *Facebook* ! Moi j'utilise *Facebook* en général, à des fins communicationnelles, pour poster des photos personnelles... je me lance dans la photographie ! (Mehdi³⁸)

Nous pouvons associer ces usages aux travaux de Bernard Stiegler mentionnés dans le chapitre 2. En effet, cela rejoint l'idée que la technique permet à l'internaute de s'extérioriser et d'entreposer sa mémoire, ses goûts, ses idées et ses pensées sur un support, soit ici *Facebook*. En extériorisant leurs pensées sur le média socionumérique, les internautes l'exposent aux autres internautes qui, à leur tour, vont alimenter le processus. On retrouve ici la dynamique de reproduction entre Homme et société d'André Mondoux, soit le couplage homme/technique.

Cela étant dit, l'expression de soi sur *Facebook*, tout comme le fait de communiquer via la plateforme, renvoie donc à un espace d'auto-publication énoncée à la première personne exprimant un avis, une émotion, une impression, une humeur et qui est immergé dans « une prise de parole subjective et informelle » (Cardon, Granjon, 2010, p.118). Selon Flichy, les médias socionumériques sont donc des « espaces de jugements personnels » (Flichy, 2010b, p.620).

Grâce à la révolution, *Facebook* a hérité d'une certaine crédibilité en termes de communication, mais également d'information. Suite à la censure de l'ancien régime des médias, les internautes demeurent méfiants à l'égard des médias traditionnels, et vont chercher l'information sur *Facebook* et, pour certains, également sur *Twitter*. En effet, les internautes se considèrent comme des récepteurs, mais aussi des émetteurs de contenus informatifs sur *Facebook*. La plateforme constitue donc la source principale d'information auprès des jeunes de 18-34 ans. En effet, les sujets interviewés diffusent quotidiennement des

³⁸ Afin de garantir l'anonymat des cyberactivistes interviewés, nous avons décidé d'attribuer des pseudonymes à nos sujets.

informations qui traitent de l'actualité, de la société, des événements qui se déroulent dans le pays.

Facebook est réellement un support informationnel. Tous les matins, quand je me réveille, je me connecte à *Facebook* pour voir ce qu'il y a de nouveau. Pour moi, *Facebook* représente un relais d'information important aujourd'hui (Sarah).

Facebook a l'avantage d'amener l'information, même à celui qui l'évite... parce que le fil d'actualité t'amène des actualités même si tu ne cherches pas à voir de l'information (Hakim).

Ainsi, que ce soit intentionnel, ou par « sérenpidité », *Facebook* est utilisé par les internautes tunisiens comme étant une source fiable d'information dans laquelle, eux-mêmes contribuent à la transmission. Cela rejoint l'idée de Serge Proulx selon laquelle, les usagers, sur *Facebook* entre autres, gagnent un statut de « producteurs de contenu dans une "économie de la contribution" » (Proulx, 2013, p.24).

En d'autres termes, les usages généraux de *Facebook* par les jeunes internautes tunisiens, sont les pratiques communicationnelles et expressives ainsi que l'échange d'informations. L'expression de soi et le partage d'opinions génèrent, après la révolution, une libéralisation et un élargissement de la prise de parole au sein de la communauté internaute tunisienne sur *Facebook*. Dans notre cadre théorique, nous avons présenté la culture juvénile numérique. En nous basant sur les différentes définitions, nous pouvons considérer la communauté des jeunes internautes tunisiens comme composante de la culture numérique. En effet, on retrouve les valeurs de celle-ci, soit l'utilisation des outils informatisés, *Facebook*, dans les pratiques de communication, d'expression de soi et de consommation médiatique (Fluckiger, 2008).

Cela étant dit, en nous basons sur la définition de la culture juvénile de Dauphin (2012), nous notons qu'en plus d'une routinisation de l'utilisation du média socionumérique dans le quotidien, son usage devient nécessaire aux jeunes internautes pour le « vivre ensemble ». Cela invoque une dynamique indéniablement politique de l'usage. Dans un contexte de transition démocratique, ces pratiques deviennent alors génératrices de pratiques politiques en ligne.

4.2 Pratiques politiques sur *Facebook*

4.2.1 *Facebook*, un outil considéré comme démocratique

Avant d'aborder en plus amples détails les pratiques politiques en ligne qui émanent de cette recherche, nous tenons à apporter des précisions quant à la position des sujets face la caractéristique « démocratique » de *Facebook*. Tous les cyberactivistes interviewés ont affirmé qu'ils percevaient *Facebook* comme un outil indéniablement démocratique. Cette caractéristique provient du fait que la plateforme offre l'une des libertés fondamentales démocratiques à tout internaute, à savoir la liberté d'expression, et ainsi la « circulation des idées sans censure » (Constantopoulou, 2013, p.466).

N'importe quel outil qui permet au citoyen de s'exprimer librement est un outil de démocratisation. Mais est-ce qu'il a été conçu pour ça ? Non certainement pas ! Est-ce que ceux qui le gèrent aujourd'hui font de cette question vertueuse le cœur de leurs actions et de leurs usages ? Non certainement pas ! (Samy).

C'est également un outil d'échange d'idées. Pour moi, *Facebook* a ramené une espèce d'agora virtuelle qui n'existe pas dans le concret... On ne peut pas se retrouver à 3 000 sur l'avenue Habib Bourguiba à discuter ou à débattre, en revanche sur cette plateforme-là on peut le faire... Notamment à travers les commentaires (Hakim).

Cela rejoint l'idée de Christina Constantopoulou selon laquelle la communication via Internet et les médias socionumériques permet de contrer un « monopole étatique de l'information » et les « compromis politiques des médias de masse » (Constantopoulou, 2013, p.466).

Avant nous n'avions pas de médias. Ce n'étaient pas des médias, c'étaient des haut-parleurs de la dictature. Après la révolution, ce sont des médias qui sont tous derrière des clans. Avant il y avait beaucoup de médias qui tambourinaient pour le même parti, maintenant chaque parti a sa constellation de médias qui vont dans sa direction (Hakim).

En tenant compte de l'élargissement de la prise de parole et du gain de la liberté d'expression depuis la révolution, les jeunes internautes s'expriment sur la chose publique et politique. Ils passent du statut de « sujets orphelins de la politique » à celui de citoyen. Cette conscience citoyenne passe notamment par la participation à des débats publics ou semi-publics sur *Facebook*. Les internautes, avec leurs usages citoyens de *Facebook*, constituent alors l'opinion publique et forment un « contre-public » important sur la chose publique et politique.

Facebook est un outil de démocratisation plus fort que la presse écrite ou la télévision, parce qu'il y a cette interaction permanente et ce contre-pouvoir de l'opinion [...] Il y a l'utilisation de l'outil pour s'organiser en tant que citoyen autour d'actions pour faire un contrepoids, pour pousser les politiques ou les gens en charge à réagir, pour modifier les lois, améliorer les choses. [...] C'est que les gens admettent, comprennent et intègrent qu'ils peuvent être un contrepoids et que leur voix, si elle est mise à côté d'une autre, si elle est organisée dans une structure, si le discours est clair et structuré, il peut influencer des politiques... il peut pousser vers un changement... il peut améliorer les conditions et on a vu dans plusieurs décisions, plusieurs projets de loi... donc oui on peut dire que c'est un outil de démocratisation... c'est un outil, ce n'est pas l'espace de démocratisation, ce n'est pas là où la démocratisation se fait, mais c'est un outil pour des gens qui veulent justement s'organiser pour mener, accompagner, aider, améliorer le processus démocratique (Samy).

Selon Serge Proulx, une prise de parole en ligne telle que celle des internautes tunisiens mène à « déformalisation » du débat public (Proulx, 2013, p.54) et apporte une nouvelle dynamique quant à leurs pratiques sociopolitiques.

4.2.2 Les pratiques sociopolitiques sur *Facebook*

Dans le contexte tunisien actuel de transition démocratique, la question de l'utilisation sociopolitique des médias socionumériques est de grande importance. Suite aux entrevues menées, nous avons pu faire ressortir ce que les sujets perçoivent comment étant des usages sociopolitiques dans un contexte de socialisation politique et démocratique.

1. *Le partage de l'information*

Dans un contexte sociopolitique instable au lendemain de la révolution tunisienne, *Facebook* détient toujours un rôle important en termes de crédibilité et de partage de l'information. Sur le fil d'actualité *Facebook*, l'information sur les événements qui constituent l'actualité en Tunisie est omniprésente. Chaque cyberactiviste interviewé publie quotidiennement des nouvelles qu'il ou elle juge importantes et que le citoyen ordinaire doit connaître. La propagation rapide et à large échelle que permet *Facebook* encourage les jeunes internautes à diffuser abondamment afin d'informer la masse.

Informer les autres citoyens, c'est un acte politique très fort... c'est presque un acte militant ! Faire en sorte que des enquêtes sur la corruption, sur les déplacements de tel ou tel soient partagées et mener des stratégies pour que ce soit diffusé le plus largement possible est une forme d'usage politique (Samy).

Parmi les informations diffusées, on retrouve la rediffusion d'émissions et de bulletins d'information, la publication d'articles, d'images, de vidéos, de témoignages ainsi que la publication de documents inédits, confidentiels et révélateurs sur le régime en place, sur un parti ou une personnalité politique, etc., qui poussent parfois à la controverse. Il est arrivé qu'une information soit tellement partagée sur *Facebook* qu'elle crée le buzz et suscite l'intérêt des médias traditionnels ainsi que celui de l'Assemblée nationale constituante.

Maintenant, *Facebook* est le site sur lequel tout le monde se connecte, et tout le monde utilise *Facebook* comme une source d'information [...]. On ne peut pas nier l'utilité de *Facebook* pour s'informer, ou pour informer les autres de quelque chose dont tu es témoin (Yanis).

Les usagers de *Facebook* ont cassé le blakout médiatique de l'ère de Ben Ali... D'ailleurs, il y a pas mal de médias qui sont influencés par le contenu de *Facebook* (Sofien).

L'usage de *Facebook* afin de partager l'information tant sociale que politique est efficace en termes de diffusion à travers le pays selon nos interlocuteurs. En effet, la communauté internaute au sein des différents gouvernorats tunisiens, aidée par les cyberactivistes et leur savoir-faire, se trouve connectée et reliée via *Facebook*, et ce, malgré une fracture numérique existante en Tunisie.

Cela permet de relier les différents gouvernorats en Tunisie, car il y a une certaine segmentation, une certaine régionalisation. Maintenant s'il se passe quelque chose quelque part, tout le monde est informé, tout le monde est au courant (Yanis).

Cela dirige alors notre attention vers le « journalisme-citoyen ». La diffusion de l'information sur *Facebook* et le « citoyen-journaliste » sont des acquis de la révolution qui font encore sens aujourd'hui en Tunisie. En effet, si un événement survient ou si quelque chose se passe lors d'une manifestation, plusieurs

cyberactivistes et citoyens ordinaires se convertissent en « journalistes de terrain » (Zarrad, 2013, p.100).

Le premier usage politique serait par exemple un citoyen qui va voir quelque chose d'anormal, qui la prend en photo et qui la publie sur son profil pour dénoncer cette chose. On peut faire beaucoup de choses avec l'usage citoyen de *Facebook* (Sofien).

Ainsi, avec les technologies mobiles et les téléphones intelligents, ces apprentis « journalistes-citoyens » vont sur les lieux afin d'avoir plus d'informations et de preuves dans une quête de recherche de vérité ; et pour assurer une couverture « minute par minutes » des contestations à l'aide de photos et de vidéos.

Moi quand je vais aux manifestations, ma page *Facebook* est toujours ouverte pour publier de l'information et des photos en continu et de manière instantanée. C'est obligatoire ! En même temps on assure l'information écrite noire sur blanc et la preuve visuelle de ce qui se passe. C'est toujours très utilise *Facebook*. On remplace un peu les journalistes et leurs rôles de temps en temps (Anissa).

Les usages *Facebook* par les jeunes internautes tunisiens se sont révélés efficaces dans le suivi des actualités concernant la chose publique et politique.

Cela étant dit, l'usage de *Facebook* pour la diffusion de l'information est sujet à certaines critiques, telles que la manipulation, la propagation de rumeurs et la désinformation.

2. *La participation au débat public*

Comme nous l'avions mentionné précédemment, *Facebook* a constitué pour la jeunesse tunisienne une véritable microsphère publique en matière de prise de parole et de participation dans le débat public ou semi-public. La liberté d'expression acquise suite à la révolution a engendré une libéralisation et un

élargissement de la parole qui passent notamment par les médias sociaux numériques. En effet, selon Dominique Cardon, les médias sociaux numériques permettent aux citoyens de s'exprimer, de choisir des discussions ainsi que de façonner leurs connaissances et leurs idées, et ce, sans censure ni compétence technique accrue. (Cardon, 2011). La participation du citoyen au débat public constitue une pratique politique importante au sein d'une société démocratique. Les entrevues conduites ont montré que *Facebook* est perçu comme un outil de dialogue entre les citoyens. Le développement de la parole critique et la socialisation des savoirs sur *Facebook* ont permis aux citoyens de commenter l'actualité, d'échanger leurs points de vue et d'acquiescer différentes opinions.

Facebook c'est l'échange, la communication, le dialogue, la participation...ça aide à l'apprentissage de la démocratie et de l'échange (Zied)

Toujours selon les cyberactivistes interviewés, cela engendre une nouvelle dynamique politique, soit celle de la mise à l'écart des élites politiques traditionnelles et l'ouverture du débat aux citoyens.

Rien qu'en postant quelque chose concernant l'actualité *Facebook* cela signifie que l'on prend part dans le débat politique. Ça, c'est le propre de *Facebook* ! Ce n'est pas le propre des cyberactivistes, c'est valable pour tous, parce qu'il y a la possibilité d'interpeller les gens à une vaste échelle (Hakim).

Dans le contexte post-révolutionnaire tunisien, la majorité silencieuse sous Ben Ali est devenue très active sur *Facebook*. En effet, les internautes s'expriment, débâtent, commentent et donnent leurs avis. Cette capacité d'expression des jeunes internautes tunisiens s'est développée à travers l'échange et la circulation d'idées et l'expression des points de vue sur des questions d'actualité tant bien politiques et sociales qu'économiques. Les internautes utilisent *Facebook* pour forger leur propre opinion ainsi que celui d'autrui.

Cependant, certains sujets interviewés restent sceptiques quant à cette généralisation de la parole politique en Tunisie.

3. *La mobilisation et la contestation*

Considéré comme étant un outil incontournable de la révolution en termes d'organisation des manifestations, *Facebook* fait encore l'unanimité auprès des interviewés quant à son utilité pour la mobilisation et la contestation. Après la révolution, *Facebook* a continué d'être massivement utilisé par la communauté internaute pour l'organisation de manifestations. En effet, pour toute mobilisation, *Facebook* est utilisé pour l'annonce, la diffusion et la coordination d'événements contestataires.

Ça commence toujours sur *Facebook*. Et généralement ça commence par la création d'un « événement » et ça finit par un rassemblement ! Est-ce efficace ? Oui, mis à part le fait que parfois il n'y a pas autant de monde que souhaité... Mais c'est bien parce que ça fait quand même parler, ça permet d'avertir les gens et de propager l'information. [...] l'information circule et est diffusée rapidement, et il y a des réactions instantanément ! Donc ça commence comme ça, et avec la contribution de chacun et au fur et à mesure, on arrive à faire passer notre message, on arrive à faire pression (Sarah).

Cela invoque le fait que les médias socionumériques génèrent une accélération et une amplification des réactions, ce qui engendre une capacité à faire nombre indéniable, tant bien sur Internet que dans la rue.

Oui ça [le cyberspace] peut être complémentaire et très utile ! Parce que si vous organisez une manifestation dans la rue sans faire la promo de cet événement sur *Facebook*, vous n'allez pas fédérer grand monde ! (Zied)

En quelques clics, la quasi-totalité de la communauté internautes tunisienne inscrite à *Facebook* peut être invitée à assister à une manifestation, à la diffuser et partager les informations la concernant les manifestations.

Dans la rue on ne t'entend pas ! Le fait de faire un matraquage sur les réseaux sociaux, les gens vont forcément lire l'information, ça va atteindre petit à petit les fils d'actualité de tout le monde... Les gens vont obligatoirement voir l'information (Anissa).

Parfois il suffit d'un petit coup de sifflet pour avoir toute une foule qui dit la même chose, qui réclame la même chose... Et c'est ce qu'il y a de plus fabuleux sur *Facebook* ! (Tarek)

L'usage des médias socionumériques au niveau de la mobilisation, est perçu comme le moyen d'annoncer des actions militantes contestant un événement de l'actualité tout en contournant les contraintes spatio-temporelles. Certains cyberactivistes appréhendent également *Facebook* comme un outil de pression sur le gouvernement et sur les instances au pouvoir pour promouvoir des actions. Nous pouvons évoquer à titre d'exemple les mobilisations pour la libération du cyberactiviste Azyz Ammami. Bien que des manifestations aient eu lieu, les actions ont également été menées sur *Facebook* : changement de photo de profil en solidarité avec la cause (*#Free Azyz*), création de pages et d'événements *Facebook*, publications de commentaires sur la page du Ministère de l'Intérieur.

On mène plein de campagnes sur *Facebook*. À chaque fois qu'un artiste est arrêté par exemple, ou un cyberactiviste est arrêté pour aucune raison, on l'a toujours sorti de la, et ça passe par *Facebook*. La population *Facebook* représente un poids en Tunisie, un poids de pression, un poids très lourd (Sofien).

De manière générale, nous pouvons dire que dans le contexte postrévolutionnaire, la mobilisation et la sensibilisation aux difficultés politiques et sociales passent par un usage citoyen et militant de *Facebook*. Nous pouvons noter qu'une

corrélation existe entre ces différentes pratiques en ligne que nous venons de présenter. En effet, il y a une co-construction, l'une permet l'autre.

De plus, suivant la définition de la démocratie délibérative présentée dans le chapitre 2, le citoyen tunisien détient une place dans les discussions, les débats et les prises de décision au sein de la démocratie participative tunisienne.

Maintenant que nous avons mis en lumière les usages de *Facebook* et les pratiques politiques en ligne par les jeunes internautes tunisiens, il nous semble important d'effectuer une analyse comparative entre l'utilisation de *Facebook* pendant et après la révolution.

4.3 Les usages de *Facebook* : entre permanences et évolutions

Nous trouvons important de procéder à une analyse comparative entre les différentes pratiques sociopolitiques pendant et après la révolution à travers les commentaires des cyberactivistes. Cette comparaison est d'autant plus importante qu'elle permet de mettre en avant les permanences et les transformations des usages de *Facebook* par les internautes tunisiens dans un contexte de transition démocratique en Tunisie.

4.3.1 Permanences et stabilité

Au lendemain de la révolution tunisienne, selon nos interlocuteurs, certains usages de *Facebook* restent les mêmes. Ils notent que les usages tels que la diffusion et la réception de l'information, la formulation et l'expression d'un point de vue, la sensibilisation et l'organisation de mouvements de contestation sont des pratiques issues de la période révolutionnaire ont été préservées par la communauté des

jeunes internautes tunisiens. Considéré comme une source fiable d'information et un levier de l'émergence d'un contre-public puissant, *Facebook* est toujours utilisé par les cyberactivistes comme « un média alternatif, à la fois de régulation et de veille » (Ghosn et Lahouij, 2013, p.345). À la lumière de la transition démocratique, *Facebook* est observé comme une source crédible tant bien auprès de la population, des médias ainsi que des institutions étatiques et des personnalités politiques.

C'est vrai que *Facebook*, juste après la révolution, a bénéficié d'une aura de pureté, de vérité, de vraies informations, c'est devenu la source d'information des gens. Et même le Président de la République, les ministres, etc., prennent leurs sources et leurs informations sur *Facebook* ! Les médias disent « sur *Facebook* on a vu ci ou ça ! ». Ça montre l'ampleur et l'importance de *Facebook*. Les politiciens ont conscience de l'importance de *Facebook*, et de la communication politique qui s'y fait » (Sofien).

Suivant le modèle des cyberactivistes, la prise de parole des jeunes internautes tunisiens, depuis la révolution, est de plus en plus revendicatrice et contestataire. Selon les cyberactivistes interviewés, lors de l'organisation d'une manifestation ou d'un sit-in, le premier réflexe demeure l'utilisation de *Facebook* et la création d'un événement sur la plateforme.

C'est vraiment grâce à *Facebook* que des campagnes ont débuté, pour diffuser l'information... et sur *Facebook* parce qu'il y a plus de monde. Ça reste toujours dans la contestation. Toujours dans le « on n'aime pas ! », « on n'est pas d'accord ! »... On est toujours dans l'opposition quoi... (Sarah).

Cependant, il serait imprudent de ne pas mentionner la présence, de plus en plus nombreuse, de rumeurs, de désinformations et de manipulations sur *Facebook*. En effet, avec un flux d'information abondant, on y retrouve souvent des informations erronées sans source fiable et non vérifiées.

4.3.2 Transformation et évolution des usages

4.3.2.1 Engagements citoyens : internautes et nouveaux statuts

Dans l'après-révolution tunisienne et durant la quête d'un processus démocratique, nous pouvons observer que nombre d'internautes tunisiens acquièrent un nouveau statut de citoyen. En effet, ils se sont vus hériter de nouvelles potentialités politiques, mais principalement citoyennes. Les médias socionumériques, et principalement *Facebook*, ont permis aux jeunes internautes tunisiens un déferlement d'expressivité en ligne et dans la rue. La généralisation de la parole et de l'expression de soi en ligne ont permis une affirmation identitaire et un éveil de la conscience citoyenne.

Facebook aide à éveiller les consciences... *Facebook* est une source d'information qui peut relier tous les utilisateurs tant à l'échelle régionale que nationale. L'usage de *Facebook* permet de donner la parole à tous (Yanis).

Longtemps considérés comme faisant partie de la « génération orpheline de politique » sous la dictature de Ben Ali, les jeunes internautes tunisiens se voient hérité d'un nouveau statut, celui appartenant à la « génération politique » (Lecomte, 2013, p.57). En effet, Sihem Najjar explique que l'Internet, et notamment *Facebook*, permet une participation sociale et politique alternative à des acteurs, autrefois « politiquement exclus et marginalisés et n'ayant aucune qualité « représentative » (Najar, 2013, p.25).

Je pense qu'en général, ce soulèvement populaire en Tunisie a entraîné un élargissement de ces personnes qui s'inquiètent de la chose publique ou qui s'impliquent dans la chose publique, ça c'est certain ! L'espace public était très réduit avant, ses acteurs se comptaient sur les doigts d'une main, bien fichés par les policiers, par le système répressif et très peu de voix s'exprimaient sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, ces voix se sont multipliées et du coup, chacun pense avoir sa manière d'aider ce processus

[démocratique], le casser, être pour, être contre... Donc inévitablement, il y a plus de personnes qui portent leurs idées. [...] Chacun trouve en *Facebook* un endroit où il peut communiquer sur sa cause, vendre son rêve quoi ! (Samy)

Selon Romain Lecomte (2013), la « libération des subjectivités » sur *Facebook*, à la fois pour soi (affirmation identitaire) et pour le pays (conscience citoyenne collective), répond à une soif d'expression prohibée par le régime Ben Ali. À force de s'exprimer et de donner leurs points de vue sur les événements d'actualité en Tunisie, les jeunes internautes considèrent qu'ils participent à la vie politique tunisienne. Ils se sentent plus impliqués, mais surtout, plus engagés. Petit à petit, la portée politique a progressivement envahi le média socionumérique *Facebook*. Ainsi, l'expressivité subjective des jeunes internautes tunisiens constitue donc une prise de parole revendicatrice et un engagement citoyen qui soulignent leur participation politique (Lecomte, 2013).

Il y a des personnes qui, avec la glorification médiatique de *Facebook* et des cyberactivistes, se sont senties coupables de n'avoir rien fait pour faire avancer le pays, donc ils s'engagent pour rattraper les années perdues. Juste après le 14 janvier, on avait 10 millions de joueurs de foot³⁹ et maintenant on a 10 millions de politiciens ! Tout le monde s'y connaît, tout le monde en parle ! (Mehdi)

La participation des internautes au politique est incontestablement initiée par les cyberactivistes, vus comme des « habitués de l'Internet » pendant la révolution, et par une motivation d'action collective (Najar, 2013, p.25). Assurant une visibilité accrue sur la toile et de plus en plus sur les médias traditionnels, la communauté internaute tunisienne autrefois dépolitisée apporte une nouvelle dynamique au processus de transition démocratique. En effet, les jeunes internautes font entendre leur voix, ont un impact et façonnent le paysage politique, les modes de discussion et de revendications (« déformalisation » de l'espace public, vulgarisation de la prise de parole publique et politique, etc.). Ces nouveaux

³⁹ Le football est un sport suivi par des milliers de tunisiens, et surtout par les jeunes.

acteurs postrévolutionnaires dotés d'une parole critique redoutable, s'imposent sur la scène politique tunisienne. En effet, les jeunes internautes tunisiens n'attendent plus à ce qu'on les incite à participer, ils prennent les devants et font leur propre politique : ils critiquent, revendiquent, pétitionnent, caricaturent, etc.

Selon certains cyberactivistes interviewés, dans un contexte postrévolutionnaire indécis, les utilisateurs de *Facebook* se considèrent actifs et engagés, allant même jusqu'à se définir eux-mêmes comme étant des cyberactivistes.

Pour moi, être cyberactif, c'est que tu t'engages pendant un laps de temps précis pour une cause, tu vas faire la promotion de cette cause, tu vas la rendre visible à travers *Facebook* et après ça, tu peux continuer à l'utiliser à des fins personnelles ! Et là, Michel Foucault, qui était vraiment un visionnaire, parle d'identité contextualisée et opérationnelle. À un certain moment, tout le monde était cyberactiviste en Tunisie : on est passé de publications de photos, de clips vidéo, de jeux, etc., à de l'information concernant l'actualité, des photos de ce qu'il se passe dans les autres villes, etc. (Sofien)

En tant que cyberactiviste, pour moi le cyberactivisme est mort le 14 janvier ! De toute façon, c'était un peu autodestructeur ! Nous on réclamait des droits, la liberté d'expression pour tout le monde, pas pour que nous on ait une certaine exclusivité. Tout a changé en Tunisie, le contexte a changé donc le cyberactivisme ne peut pas avoir le même poids qu'il avait lors de la révolution (Hakim).

Cela soulève la question de la légitimité et des actions des cyberactivistes tunisiens après la révolution.

4.3.2.2 Cyberactivistes tunisiens : légitimité, union et dispersion

Au lendemain de cette révolution, dans un contexte de mise en place démocratique fragile, il est important de questionner la légitimité et la transformation des activités actuelles des cyberactivistes tunisiens.

Durant la révolution tunisienne, le rôle des cyberactivistes a été l'un des plus importants et des plus influents en termes de mobilisation, de contestation et de diffusion de l'information. Ayant connu une valorisation, voire même une glorification, au niveau de la société tunisienne pour leur engagement et leur détermination, les cyberactivistes ont hérité d'une certaine légitimité. Nous appréhendons ici le terme « légitimité » comme définit par Max Weber (1971) et Maryam Ben Salem (2013) comme étant « l'état de qui est justifié d'exister » (Weber, 1971, p.30), soit, « est légitime c'est qui est reconnu comme tel par autrui » (Ben Salem, 2013, p.253). Ainsi, ils ont bénéficié d'une visibilité et d'une notoriété accrue, ils sont sollicités par les médias traditionnels (tant bien nationaux qu'internationaux) pour des entrevues, pour faire part de leur expertise et pour prendre part dans des débats télévisés.

Bien qu'ils restent toujours très actifs sur les médias socionumériques et dans les mouvements contestataires et qu'ils soient toujours suivis par des milliers d'internautes tunisiens, les cyberactivistes se sont reconvertis dans d'autres professions. En effet, certains se sont lancés dans le journalisme et sont devenus chroniqueurs, d'autres sont à la tête d'associations. Plusieurs se sont investis dans des partis politiques. Cette dispersion des cyberactivistes dans des activités différentes nous amène à souligner que pour certains sujets interviewés, le lien qui les unissait au temps de la révolution est de plus en plus faible. En effet, nous avons noté lors des entrevues que dans le contexte actuel, chacun milite pour les causes qui l'intéressent.

Mais sinon j'utilise *Facebook*, très honnêtement comme support de propagande ou plutôt de contre-propagande ! Je l'utilise pour diffuser les messages que j'ai envie de diffuser, pour soutenir les causes que j'ai envie de soutenir, pour essayer de fédérer, de rassembler pour telle ou telle cause si je suis convaincu... pour contrer la propagande officielle et partisane, pour lutter contre les phénomènes de société ou la criminalité qui a besoin d'une résistance sociale... Pour promouvoir les idées, les événements, les idéaux, les concepts auxquels je crois... (Zied)

En d'autres termes, avec la chute du régime Ben Ali, les cyberactivistes ainsi que les citoyens tunisiens n'ont plus des revendications communes ou d'« ennemi » similaire ; la multiplication des points de vue et des opinions ont conduit à une certaine désunion et à une montée des divergences.

C'est très très difficile de réunir les anciens cyberactivistes autour d'une cause commune pour aller de l'avant... Parce qu'il y a des clans qui se sont formés, il y a des gens qui se sont placés dans les arcanes du pouvoir (Hakim).

Aujourd'hui il y a 50 000 intérêts, 50 000 objectifs différents, chacun a une manière d'utiliser *Facebook* et surtout un but différent que ce soit politique ou autre. Avant c'était différent : la propagande, la majorité silencieuse et ce petit groupe qui criait dans son coin contre cette « machine ». Et donc, pour sortir cette majorité de son silence, on avait besoin de ce médium et ça a fonctionné. Il y avait deux sons de cloche : l'un propagandiste et l'autre appelait à des libertés, à la fin de la dictature et à la démocratie... donc tout le monde allait dans le même sens, les actions étaient communes, l'objectif était commun donc il n'y avait pas toute cette cacophonie qu'on est en train de vivre aujourd'hui (Samy).

Autre transformation que connaissent les cyberactivistes dans l'après-révolution tunisienne est la dégradation de leur impact sur la société. Bien qu'ils soient présents dans les mouvements de contestation et que l'importance de leur appui demeure indélébile, nous avons noté que certains interviewés n'ont plus le même impact que durant la révolution. En effet, selon eux, avec l'abolition de la censure et la libération des subjectivités, ils ne détiennent plus l'exclusivité en termes d'information, de scoop ou encore de mise en lumière de scandales concernant le régime en place.

Mais, au lendemain de la révolution, tout le monde s'est mis à parler, tout le monde s'est mis à parler dans tous les sens et aujourd'hui, dans ce vacarme général, c'est très difficile d'avoir une voix qui porte pour les autres. Donc, les cyberactivistes ne peuvent plus être aussi performants parce qu'ils n'ont plus cette exclusivité de l'information ou de la grande gueule qu'ils avaient par rapport à avant ! (Hakim)

À ce sujet, la chercheuse Maryam Ben Salem (2013) fait la distinction entre le cyberactivisme et l'usage des médias socionumériques par les jeunes internautes tunisiens ordinaires. En effet, selon elle, l'usage de *Facebook* par les citoyens ordinaires relève de la participation à la vie publique, « d'un engagement civique qui se produit dans les réseaux informels de conversation et d'échange de points de vue où les citoyens apprennent à s'exprimer et à se positionner devant une question d'intérêt public » (Ben Salem, 2013, p.255). Ben Salem met en avant deux divergences principales entre le cyberactivisme et l'usage de *Facebook* par les citoyens ordinaires : le degré de motivation d'une part et le de degré de durabilité de l'engagement de l'autre (*Ibid*).

Ainsi, certains sujets interviewés restent sceptiques quant à la possibilité de débattre et d'échanger en ligne. En effet, ils ont en une vision plutôt négative puisque les internautes choisissent de suivre les personnes qui ont les mêmes idées et les mêmes revendications. En d'autres termes, les espaces de dialogues et d'expressions sont parfois tâchés d'insultes, de moqueries ou encore de discrédits des opinions opposées aux leurs.

L'idéal ce serait que les gens puissent échanger, que ça devienne une plateforme de débat d'idées ! Pour l'instant, il y a plus de monologues que de dialogues sur *Facebook*... Ce sont des monologues qui se croisent sur *Facebook* [...] lorsqu'on argumente sur *Facebook*, les gens le prennent pour une attaque (Tarek).

Par ailleurs, les cyberactivistes sont, d'après eux, reconnus comme des leaders d'opinion sur *Facebook* et leurs capacités à exprimer leur point de vue sur la chose publique et politique en ligne restent importantes. Les internautes, néanmoins, ne sont pas toujours prédisposés à accepter des points de vue divergents et suivent les cyberactivistes qui défendent les idées auxquelles ils adhèrent.

Souvent les leaders d'opinion sur *Facebook*, sont généralement les personnes qui s'expriment beaucoup. Et souvent, maintenant, les gens cherchent l'avis qui leur va, qui leur correspond le mieux pour le « liker ».

Le leader d'opinion sur *Facebook* va venir dire tout haut ce que certains pensent tout bas. Donc c'est une sorte de relais d'un état de pensée. Ce n'est pas moi qui convaincs les gens, les gens ont déjà leurs idées et ils « likent » et recherchent les leaders d'opinion qui vont les réconforter dans ces idées-là... (Hakim).

Cela dit, aujourd'hui, les cyberactivistes s'investissent de plus en plus dans le champ politique, et à leur tour, les personnalités politiques sont de plus en plus présentes sur *Facebook*.

4.3.2.3 Les personnalités politiques sur *Facebook*

L'une des caractéristiques majeures de la période de transition démocratique est indéniablement l'investissement des personnalités politiques et des institutions étatiques sur le média socionumérique *Facebook*. En effet, lors des entrevues avec les cyberactivistes, tous ont été unanimes pour remarquer la prolifération de ces protagonistes sur la plateforme. Ainsi, nous assistons à une véritable démythification des acteurs politiques généralement considérés comme inaccessibles.

Plus de la moitié des députés en Tunisie sont sur *Facebook*. *Facebook* reste un moyen bien sûr, mais il permet de toucher énormément de personnes, tant bien les citoyens que les personnalités politiques (Sofien).

Jamais l'homme politique n'a eu accès directement à l'opinion publique. Ça a rapproché la politique de la rue. Ça a cassé le piédestal : c'est juste un mec qui a un compte *Facebook* comme n'importe quel mec qui a un compte *Facebook*. Il est beaucoup plus accessible. Il n'y a plus le côté mythique de l'homme politique... plus on vulgarise la chose politique et moins les gens vénèrent les hommes politiques, ils ne les considèrent plus comme des personnes supérieures. Il y a un nouveau rapport avec le politique en Tunisie (Samy).

L'introduction de ces protagonistes sur *Facebook* engendre donc une nouvelle dynamique entre le citoyen, l'élite et l'État. Une communication constante et informelle y est instaurée et tout internaute peut donner son point de vue directement à une personnalité politique concernant un sujet d'actualité.

Bien évidemment ils ont tous leurs pages... Le ministère, le gouvernement et la présidence communiquent presque exclusivement sur *Facebook*. Les activités en ligne font partie intégrante et je dirai même qu'elles ont dépassées les bornes à force de vouloir faire de la proximité et du sois-disant modernisme en allant sur le net (Zied)

Ainsi, par le biais des pages personnelles et/ou des pages officielles, les institutions étatiques (le Ministère de l'Intérieur tunisien étant le plus suivi avec près de 500 000 abonnés), les partis politiques et les acteurs politiques assurent un flux d'information, font leur propre promotion et sont directement confrontés à l'opinion publique.

C'est [*Facebook*] le canal de communication politique, les personnalités sont directement interpellées, elles sont *taguées*, etc. Aujourd'hui, une discussion ou une polémique sur *Facebook* peut se retrouver l'après-midi même comme ordre du jour à l'Assemblée constituante. Ce n'est pas une théorie, c'est concret ! (Samy)

Dans une démocratie dite participative, les partis politiques font face à des citoyens de plus en plus méfiants et de plus en plus conscients. Ainsi, leur investissement sur les médias socionumériques et notamment sur *Facebook*, peut être traduit comme une tentative de regain de confiance et de transparence des citoyens tunisiens envers les personnalités politiques et les institutions étatiques.

Cependant, certains contenus *Facebook* sont sujets à diffamation et à manipulation au service de certains politiques.

Certains partis politiques ont réalisé qu'il y a des leaders d'opinion sur *Facebook* suivi par des milliers de personnes, et ces partis se sont servi de ça pour faire passer leurs messages, leurs mensonges, leurs diffamations...

Ils ont en fait un outil, une pierre angulaire de la scène politique en Tunisie (Mehdi)

Ainsi, pour la plupart des cyberactivistes interviewés, *Facebook* fait maintenant partie des stratégies de communication politique et constitue même un outil de propagande.

L'avantage d'avoir été éduqué par la propagande, c'est d'avoir développé des antidotes contre ça. Mais il y a eu également des campagnes de propagandes sur *Facebook* qui ont très bien marché. Les gens étaient vaccinés contre la propagande à la télé, mais ils ne l'étaient pas contre la propagande sur Internet et sur *Facebook*. Parfois ils sont douze à gérer une même page, à diffuser du faux contenu pour décrédibiliser un tel ou un tel (Sofien).

CONCLUSION

Nous arrivons au terme de ce mémoire de recherche qui porte sur le rôle de l'utilisation des médias sociaux numériques du point de vue des internautes lors d'une transition démocratique. Nous nous sommes intéressés à la population des jeunes internautes âgés entre 18 et 34 ans en Tunisie, berceau des révolutions arabes, qui ont connu depuis, un véritable engouement important pour le média *Facebook*. Nous nous sommes alors interrogés sur le rôle des usages de *Facebook* dans leurs pratiques politiques dans le contexte postrévolutionnaire en Tunisie. Nous nous demandons quels sont ces usages sociopolitiques et dans quelles mesures les pratiques politiques des jeunes utilisateurs *Facebook* sont liées aux usages du média social numérique.

Ayant favorisé le point de vue des cyberactivistes, acteurs majeurs de la révolution, afin d'apporter des réponses plus riches en termes de pertinence et d'informations à notre problématique, ce mémoire de recherche se base sur neuf entrevues semi-dirigées avec des cyberactivistes et des leaders d'opinion sur *Facebook*.

Synthèse des résultats

Au niveau des usages généraux de *Facebook*, l'analyse révèle que les jeunes internautes tunisiens, considérés comme appartenant à la culture juvénile numérique, utilisent la plateforme de manière régulière et fréquente. En effet, *Facebook* fait partie intégrante de la routine quotidienne des usagers. Parmi les usages prédominants sont la communication (clavardage, rencontres,...), l'expression de soi (point de vue, auto-publication des goûts et des centres

d'intérêt, affirmation identitaire, recherche de reconnaissance) ainsi que la diffusion et la réception de l'information.

Considéré comme étant un outil de démocratisation car il permet à tout usager la liberté d'expression, caractéristique fondamental d'une société démocratique, et la circulation des idées et des points de vue, *Facebook* représente pour la communauté internaute un moyen de participation et de socialisation politique. En effet, *Facebook* peut être appréhendé comme un espace d'expérimentation des pratiques politiques pour les jeunes tunisiens connectés dans le but de l'instauration d'une démocratie plus participative que simplement représentative.

Les entrevues nous permettent d'énoncer trois principales formes de pratiques politiques en ligne : (1) la diffusion de l'information (s'informer et informer autrui), (2) la participation dans les discussions politiques et sur la chose publique, et donc le façonnement de l'opinion publique, et (3) la mobilisation. Ainsi, *Facebook* constitue une microsphère de débat public et semi-public dans laquelle les usagers génèrent de l'information et commentent sur l'actualité et à travers laquelle ils se mobilisent pour des causes et des événements de contestation.

Les commentaires des cyberactivistes concernant l'évolution des usages de *Facebook* depuis la révolution nous a permis de faire plusieurs constats. En effet, cela nous a avant tout permis de souligner les permanences et les transformations des usages de *Facebook*. Ainsi, nous pouvons noter que les utilisations inchangées des jeunes utilisateurs *Facebook* tunisiens sont celles que nous avons énoncées dans le cadre de pratiques politiques sur le net. Cela étant dit, les transformations que nous avons observées sont le passage de la « jeunesse internaute tunisienne » longtemps mise à l'écart et marginalisée considérée comme « orpheline » de politique en une « génération politique ». Ce changement de statut, lié à la multiplication des subjectivités et à la libération de la parole, se fait notamment sur *Facebook*. Un autre changement après la révolution est la légitimité des cyberactivistes qui sont reconnus comme tels et leurs reconversions dans divers domaines médiatiques. Depuis la révolution, ils ont hérité d'une notoriété et d'une

visibilité des plus importantes en Tunisie. Cela souligne également le fait que désormais, chacun milite pour une cause qui rejoint ses propres convictions, convictions qui ne sont plus forcément les mêmes pour tous. Enfin, la dernière transformation majeure que l'analyse démontre est l'investissement de plus en plus important des personnalités politiques et des institutions étatiques dans le média socionumérique *Facebook*. De nos jours, la présence des pages personnelles et/ou officielles des Ministères, des députés, des partis politiques, etc., rapporte une nouvelle dynamique sur la scène politique. En effet, cela démythifie l'homme politique et permet un rapprochement et un dialogue constant entre citoyen et politiciens sur *Facebook*. Les citoyens sur *Facebook* se sentent alors plus impliqués envers la vie publique et politique, mais surtout ils se sentent plus engagés.

Cela étant dit, bien que les jeunes internautes tunisiens perçoivent leurs usages de *Facebook* comme une forme de participation politique, l'action concrète dans la rue et au sein d'associations reste très importante. En effet, il s'agit ici de penser en termes de co-contribution entre l'usage de la plateforme numérique et l'action réelle sur le terrain pour apporter un réel changement soit que l'homme et la technique sont mutuellement déterminants. Bien que nous avons noté chez certains de nos interlocuteurs une pointe de déterminisme technologique et pour d'autres, une pointe de déterminisme social, on retrouve néanmoins chez la majorité des interviewés des propos qui sous-entendent plutôt un rapport dialectique entre la technique et l'homme. Cela rejoint donc le constat de Mihoub (2012) qui, se basant sur les travaux de Stiegler, considère que *Facebook* une mnéotechnologie qui permet à la fois de stocker et de partager les savoirs et les expériences.

Limites de la recherche

Malgré le fait que notre mémoire de recherche fournisse une compréhension et une description riche des usages de *Facebook* dans un contexte de transition démocratique, il admet tout de même certaines limites.

D'abord, la première limite concerne la taille de l'échantillon. En effet, l'échantillon est relativement petit, soit neuf participants sur la quarantaine d'individus contactés. Il aurait peut-être été intéressant d'interviewer quelques personnes supplémentaires afin d'apporter encore plus de précisions à notre questionnement, bien que nous ayons globalement atteint nos objectifs de recherche. Toutefois, nous notons que nous sommes arrivés à une saturation des données après neuf entrevues et que différents points de vue ont été abordés. Toujours concernant l'échantillonnage, nous aurions aimé assurer une parité homme/femme au sein des cyberactivistes retenus, cependant seulement deux femmes ont accepté de nous rencontrer. La deuxième limite que présente notre recherche est d'ordre méthodologique. En effet, la recherche qualitative nous interdit de généraliser les résultats. Cela signifie donc qu'il est difficile d'extrapoler les données à l'ensemble de la population.

Toutefois, malgré les limites présentes, notre mémoire de recherche est l'une des seules recherches consacrées à l'utilisation des médias socionumériques dans le développement de pratiques culturelles et plus précisément d'ordre politique dans un contexte postrévolutionnaire et de transition démocratique. La recherche a donc un caractère très novateur et inédit et fournit une description riche du phénomène observé.

Recommandations et futures pistes de recherche

Pour enrichir les enseignements issus de notre questionnement, une recherche future pourrait porter sur une analyse des contenus publiés par les internautes sur

Facebook. Cela viendrait compléter les perceptions et les expériences individuelles que les entrevues ont révélées.

L'après-révolution en Tunisie est un contexte en perpétuel changement et transformation. En effet, la période de transition démocratique apporte de nouveaux rapports entre TIC, société et politique. Il serait donc intéressant de se pencher d'avantage sur le statut des cyberactivistes au lendemain de la révolution, ou encore d'étudier la communication politique entre politiciens et citoyens sur les médias socionumériques. Nous pourrions également appréhender notre recherche dans le cadre d'une perspective critique où l'enseignement le plus intéressant serait le renversement total de la perception du rôle de *Facebook* maintenant que la démocratie commence à s'implanter en Tunisie. En effet, de plus en plus mobilisé par les milieux politiques institués, il se transformerait comme outil au service des acteurs sociaux les plus puissants et contribuerait dans une certaine mesure à poser des questions quant à son rôle au service de la prise de parole citoyenne. Alors que la participation citoyenne apparaît la plus élevée lors des périodes de changements importants, de révolution notamment, à partir du moment où il y a un processus d'institutionnalisation de la démocratie, celle-ci se retrouve principalement représentative. Les médias socionumériques vont dès lors être avant tout mobilisés dans ce sens. Enfin, face au manque de participation féminine en comparaison avec le nombre de participants masculins aux entrevues, nous pourrions envisager de mener une recherche basée sur le genre et sur la place des femmes dans le cyberactivisme et le militantisme tunisien.

ANNEXES

ANNEXE A
CERTIFICAT ÉTHIQUE



Faculté de communication
Faculté des arts
Faculté de science politique et de droit

**Comité d'éthique de la recherche pour les projets
étudiants impliquant des êtres humains (CERPE)**

No du certificat : 0087

CERTIFICAT D'ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains pour la Faculté de science politique et de droit, la Faculté des arts et la Faculté de communication a examiné le protocole de recherche suivant et jugé conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par le Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM.

PROTOCOLE DE RECHERCHE

Nom de l'étudiant(e) : Mayssa Bougamra
Programme d'études : Maîtrise en communication
Directrice/Directeur de recherche : Éric George
Titre du protocole de recherche : Internet et démocratie : les usages sociopolitiques de Facebook dans l'après-révolution en Tunisie.

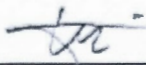
MODALITÉS D'APPLICATION

Les modifications importantes pouvant être apportées au protocole de recherche en cours de réalisation doivent être transmises au comité.

Tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité ou l'éthicité de la recherche doit être communiqué au comité.

Toute suspension ou cessation du protocole (temporaire ou définitive) doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat d'éthique est valide jusqu'au 6 novembre 2015. Selon les normes de l'Université en vigueur, un suivi annuel est minimalement exigé pour maintenir la validité de la présente approbation éthique. Le rapport d'avancement de projet (renouvellement annuel ou fin de projet) est requis pour le 6 octobre 2015.


Emmanuelle Bemheim
Professeure au département de sciences juridiques
Présidente, CERPE2

6 novembre 2014
Date d'émission initiale du certificat

¹ Modifications apportées aux objectifs du projet et à ses étapes de réalisation, au choix des groupes de participants et à la façon de les recruter et aux modalités de consentement. Les modifications incluent les risques de préjudices non-prévus pour les participants, les précautions mises en place pour les mineurs, les changements au niveau de la protection accordée aux participants en termes d'anonymat et de confidentialité ainsi que les changements au niveau de l'équipe (ajout ou retrait de membres).

ANNEXE B
FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Titre de l'étude : Les usages sociopolitiques de *Facebook* dans l'après-révolution en Tunisie.

Chercheur responsable (directeur de recherche)

Éric George, Professeur à l'École des Médias, UQAM

george.eric@uqam.ca

(514) 987-3000 poste 8597

Étudiant chercheur

Mayssa Bougamra, étudiante à la Maîtrise en Communication, UQAM

mayssa.bougamra@ymail.com

(438) 826-2702

Préambule

Nous vous demandons de participer à un projet de recherche qui implique votre participation à une entrevue. Avant d'accepter de participer à ce projet de recherche, veuillez prendre le temps de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent.

Ce formulaire de consentement vous explique le but de cette étude, les procédures, les avantages, les risques et inconvénients, de même que les personnes avec qui communiquer au besoin.

Le présent formulaire de consentement peut contenir des mots que vous ne comprenez pas. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles.

Description du projet et de ses objectifs

Cette recherche vise à déterminer quels rôles jouent les TIC, et plus précisément le média social *Facebook*, dans le processus de démocratisation d'une société à travers de nouvelles formes de participation et de pratiques sociopolitiques dans un contexte postrévolutionnaire en Tunisie. Ainsi, cette recherche a comme objectif d'apporter une meilleure compréhension des différents moyens

d'expression et de communication dans une perspective de démocratisation de la société.

Nature et durée de votre participation

Votre participation à cette recherche consiste à répondre à nos questions lors d'une entrevue semi-dirigée d'une durée d'environ soixante minutes, durant laquelle vos réponses seront enregistrées sur une bande audio. La rencontre se fera dans le lieu de votre choix.

Avantages liés à la participation

Vous ne retirerez personnellement pas d'avantages à participer à cette recherche. Cependant, votre participation vous permettra de contribuer à l'avancement des connaissances en ce qui concerne les usages d'Internet dans un contexte de démocratisation de la société.

Risques liés à la participation

En principe, aucun risque n'est lié à votre participation à cette recherche, si ce n'est le fait de nous accorder un peu de votre temps.

Confidentialité

Nous vous avisons que pour cette recherche, votre participation sera anonyme et que votre nom ne sera pas indiqué. L'enregistrement audio des entrevues et la retranscription de celles-ci seront codifiés et resteront confidentielles. Tous les documents relatifs à votre entrevue seront conservés par un mot de passe et ne seront accessibles que pour la chercheuse (moi-même) et le directeur de la recherche (Éric George). Une fois que le mémoire sera rendu disponible à la bibliothèque, l'ensemble de ces données seront définitivement supprimées.

Participation volontaire et retrait

Votre participation est entièrement libre et volontaire. Vous pouvez refuser d'y participer ou vous retirer en tout temps sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de l'étude, vous n'avez qu'à aviser la chercheuse, Mayssa Bougamra, verbalement; toutes les données vous concernant seront détruites.

Indemnité compensatoire

Aucune indemnité compensatoire n'est prévue.

Clause responsabilité

En acceptant de participer à cette étude, vous ne renoncez à aucun de vos droits ni ne libérez les chercheurs, le commanditaire ou les institutions impliquées de leurs obligations légales et professionnelles.

Des questions sur le projet?

Pour toute question additionnelle sur le projet et sur votre participation vous pouvez communiquer avec les responsables du projet:

- Éric George, george.eric@uqam.ca , (514) 987-3000 poste 8597
- Mayssa Bougamra, mayssa.bougamra@ymail.com , (438) 826-2702

Des questions sur vos droits?

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CÉRPÉ) a approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les responsabilités de l'équipe de recherche au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains ou pour formuler une plainte, vous pouvez contacter la présidente du CÉRPÉ Emmanuelle Bernheim, (514) 987-3000, poste 2433 ou bernheim.emmanuelle@uqam.ca.

Remerciements

Votre collaboration est essentielle à la réalisation de notre projet et l'équipe de recherche tient à vous en remercier.

Consentement

Je déclare avoir lu et compris le présent projet, la nature et l'ampleur de ma participation, ainsi que les risques et les inconvénients auxquels je m'expose tels que présentés dans le présent formulaire. J'ai eu l'occasion de poser toutes les questions concernant les différents aspects de l'étude et de recevoir des réponses à ma satisfaction.

Je, soussigné(e), accepte volontairement de participer à cette étude. Je peux me retirer en tout temps sans préjudice d'aucune sorte. Je certifie qu'on m'a laissé le temps voulu pour prendre ma décision.

Une copie signée de ce formulaire d'information et de consentement doit m'être remise.

Nom, Prénom:

Signature _____

Date _____

Engagement du chercheur

« Je, soussigné (e) certifie

- (a) avoir expliqué au signataire les termes du présent formulaire;
- (b) avoir répondu aux questions qu'il m'a posées à cet égard;
- (c) lui avoir clairement indiqué qu'il reste, à tout moment, libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus;
- (d) que je lui remettrai une copie signée et datée du présent formulaire.

Prénom, Nom:

Signature _____

Date _____

ANNEXE C
GUIDE D'ENTREVUE SEMI-DIRIGÉE

PRÉAMBULE

Bonjour,

Je suis Mayssa Bougamra, étudiante à la maîtrise en communication à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Dans le cadre d'un mémoire effectué comme exigence partielle de la maîtrise en communication sous l'égide de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), nous réalisons une recherche concernant les médias sociaux numériques et la transition démocratique. Nous avons pour objectif de mieux comprendre comment les internautes ont utilisé *Facebook* à des fins politiques en Tunisie dans le contexte postrévolutionnaire.

Au cours de l'entretien, nous aborderons différents thèmes, soit : les usages de *Facebook* et l'expérience en tant que cyberactiviste, les motivations d'utilisation, l'engagement politique postrévolutionnaire et les usages politiques du web. Cependant, vous pouvez toujours aborder des thèmes que vous jugez importants et pertinents à notre recherche.

Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses, ce que l'on cherche à savoir est votre opinion, votre expérience et votre positionnement quant aux thèmes abordés. Nous faisons appel à votre bonne volonté pour répondre à ces quelques questions qui nous permettront ainsi de mener à bien notre recherche.

Avez-vous des questions ?

<u>THÈMES</u>	<u>QUESTIONS PRINCIPALES</u>	<u>RELANCES</u>
PRÉSENTATION	-Pouvez-vous me parler un peu de vous ?	Âge, parcours universitaire et/ou professionnel, hobbies...
PRATIQUES NUMÉRIQUES	-Comment utilisez-vous Internet ? -Quels sont vos usages de <i>Facebook</i> ? -Et pourquoi ?	Intégration de <i>Facebook</i> dans le quotidien, fréquence de connexion, applications utilisées, motivations et objectifs d'utilisation
PRATIQUES POLITIQUES	-Pour vous, c'est quoi la politique ? -Participez-vous à la vie politique tunisienne ? Et si oui, comment ?	-Estimez-vous que vous faites de la politique, que vous y participez ? -En quoi consistent vos activités politiques ?
CONTEXTE POSTRÉVOLUTIONNAIRE	- Que pensez-vous de la situation postrévolutionnaire en Tunisie ? -L'après-révolution en Tunisie a-t-elle suscité des engagements citoyens, notamment autour de vous, au delà ? - Dans quelle mesure pensez-vous que vos activités en ligne jouent un rôle dans la transition	-Justifiez votre réponse -Quels types d'engagements ? -Y'a-t-il une évolution des usages politiques en ligne ?

	<p>démocratique tunisienne ?</p> <p>-Dans quels buts utilisez-vous Internet, <i>Facebook</i> ? Est-ce en lien avec des activités politiques ?</p>	
<p>USAGES POLITIQUES DU WEB</p>	<p>-Comment définiriez-vous un usage politique sur le web ?</p> <p>-Selon vous, comment l'utilisation de <i>Facebook</i> peut-elle jouer un rôle dans la politique tunisienne ?</p> <p>-Avez-vous l'impression de participer réellement à la vie politique ? Comment l'expliquez-vous ?</p>	<p>-En quoi consiste un usage politique sur <i>Facebook</i> ?</p> <p>- Pensez-vous que <i>Facebook</i> permet de réellement prendre part au débat public et politique tunisien ? Par le biais de <i>Facebook</i>, êtes-vous un citoyen actif dans la démocratie ?</p> <p>- Pensez-vous qu'à travers des usages sociopolitiques de <i>Facebook</i>, il peut y avoir du changement ? Comment pouvez-vous l'expliquer ?</p>
<p>EXPÉRIENCE EN TANT QUE CYBERACTIVISTE</p>	<p>-Comment êtes-vous devenu un cyberactiviste ? Et pourquoi ?</p> <p>-Votre implication politique s'est-elle</p>	<p>-Étiez-vous un cyberactiviste avant, pendant ou après la révolution tunisienne ?</p> <p>Pourquoi avoir</p>

	<p>avant tout faite à travers les réseaux sociaux numériques et notamment par le biais de <i>Facebook</i> ? Ou est-ce qu'Internet et <i>Facebook</i> sont peu importants dans vos activités politiques ?</p> <p>Pourquoi ?</p>	<p>recours à <i>Facebook</i> à des fins militantes ? -Quelles sont vos actions en tant que cyberactivistes ? Dans quel(s) but(s) militez-vous ?</p>
OPINION	<p>- Quelle(s) conclusion(s) faites-vous des usages politiques de <i>Facebook</i> durant la transition démocratique ?</p> <p>-Et pourquoi ?</p>	<p>-Comment qualifiez-vous le rôle de <i>Facebook</i> depuis la révolution ? Pourquoi ?</p>
CONCLUSION	<p>Afin de clore l'entrevue, voulez-vous rajouter quelque chose ou vous exprimer davantage sur l'un des thèmes abordés ? Avez-vous des questions ?</p> <p>Remerciements. Fin de l'entrevue.</p>	

BIBLIOGRAPHIE

Adams, Robert, 2003, *Social Work and empowerment*, New York, Palgrave Macmillan.

Andréani, Jean-Claude et Conchon, 2005, *Françoise, Méthode d'analyse et d'interprétation des études qualitatives : état de l'art du marketing*, En ligne http://www.escpeap.net/conferences/marketing/2005_cp/Materiali/Paper/Fr/ANDREA_NI_CONCHON.pdf Consulté le 13 Mars 2014, 26p.

Arendt, Hannah, 1961, *La condition de l'homme moderne*. Paris. Calmann-Levy. 368p

Arendt, Hannah, 1995, *Qu'est-ce que la politique*, Seuil (trad.française), 1995.

Arendt, Hannah, 1972. *La crise de la culture*, Paris, Gallimard. 380 p.

Auray, Nicolas, 2009, « Les Communautés en Ligne et les Nouvelles Formes de Solidarité », *L'Evolution de la Culture Numérique : de la mutation du lien social à l'organisation du travail*, p.56-66

Biais, Mireille et Martineau, Stéphane, 2006, *L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes*, [http://revue.recherchequalitative.qc.ca/edition_reguliere/numero26\(2\)/blais_et_martineau_final2.pdf](http://revue.recherchequalitative.qc.ca/edition_reguliere/numero26(2)/blais_et_martineau_final2.pdf) consulté le 27 Mars 2014

Ben Abdallah, Chirine, 2013, « Des sciences de l'information et de la communication à équidistance de tout déterminisme. Un état de la recherche en France relative à la couverture médiatique des "révolutions arabes" », dans *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », p.279-301

Ben Salem, Maryam, 2013, « Femmes tunisiennes et usages différenciés de la sphère du Web comme outil de participation politique » dans *Le cyberactivisme au maghreb et dans le monde arabe*, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », p.141-148

Ben Salem, Maryam, 2013, « Processus de (dé)légitimisation du cyberactivisme féminin en Tunisie : vers un amenuisement des discriminations fondées sur le

genre ? » dans *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », p.253-262

Ben Youssef, Adel. 2004, « Diffusion des technologies de l'information et de la communication et fractures numériques en Tunisie: constats préliminaires », *Programme des nations unies pour le développement n.5.*, p. 1-39.

Berelson, Bernard R., Paul Lazarsfeld et William N. McPhee. 1954, *Voting*, Chicago: University of Chicago Press, 395p.

Blatrix Cécile, 2000, *La « démocratie participative » de mai 68 aux mobilisations anti-TGV. Processus de consolidation d'institutions sociales émergentes*, Thèse de doctorat en science politique, Paris : Université de Paris I Sorbonne, 3 tomes, 611p.

Blondeau-Coulet, Olivier, 2006, *Les orphelins de la politique et leurs curieuses machines*. En ligne, <http://www.utc.fr/~bouchard/assun/documents/blondeaux.pdf>. Consulté le 6 mars 2014

Blondeau, Olivier, 2007, *Devenir média, l'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Paris : Amsterdam, 381 p.

Bouzuïta, Kerim, 2011, « Les coulisses de la révolution tunisiennes : au cœur de la cyberguerre », *Géostratégies*, no32, En ligne, p.145-161, http://www.strategicsinternational.com/32_10.pdf , Consulté le 20 octobre 2014.

Brun, Frédéric, 2011, *La révolution en Tunisie*. s.l. : Multitudes, n.44, 2011. p. 22-25.

Cardon, Dominique, 2009, « Vertus démocratiques de l'Internet », *La vie des idées*. En ligne, http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20091110_cardon.pdf. Consulté le 29 février 2014

Cardon, Dominique.,2010, *La démocratie Internet: Promesses et Limites*. s.l. : La République des Idées, 2010. p. 102.

Char, Antoine et Al, 2009, *La Révolution Internet*, Presse de l'Université du Québec, 2009, 136 p.

Constantopoulou, Christina (Chryssoula), 2013, « Agoras virtuelles : la « démocratie » contemporaine », dans *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », p.465-480

Dahlgren, Peter, 2005, *The internet, public spheres, and political communication: dispersion and deliberation*, *Political communication*, 14 7-162

Dahmani, Ahmed, 2007, « Economie Politique de l'Internet au Maghreb: Incertitudes d'une démocratisation numérique », *La démocratie à l'épreuve de la société numérique*. s.l. : Karthala, 2007, pp. 294-324.

Dahmen-Jarrin, Zouha, 2013, *Nouveaux médias et culture transnationale en Tunisie : quels enjeux socioculturels ?*, En ligne http://hal.univlille3.fr/docs/00/82/60/67/PDF/axe_3_colloque_cm_n_dahmen-jarrin.pdf, consulté le 25 février 2014

Dauphin, Floriant, 2012, « Culture et pratiques numériques juvéniles : Quels usages pour quelles compétences ? », *Questions Vives*, Vol.7 n°17, En ligne, <http://questionsvives.revues.org/988>, Consulté le 19 octobre 2014.

De Ugarte, David, *The Power of Networks : An Illustrated Manual for People, Collectives, and Companies Driven to Cyberactivism*, En ligne.127 p. <http://lasindias.com/gomi!the-power-ofnetworks.pdf>. Consulté le 24 octobre 2014.

Denieuil, Julien, 2013, « Le cyberactivisme au prisme des outils numériques de communication : usages lors de la révolte tunisienne », dans *Le cyberactivisme au maghreb et dans le monde arabe*, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », p.107-124

Feenberg, Andrew. 2001, *Transforming technology: a critical theory revisited*, New York : Oxford University Press, 2001.

Ferjani, Mohamed Chérif, 2011, « Inspiration et perspectives de la révolution tunisienne ». *Confluences Méditerranée*, n.77. 2011.

Flichy, Patrice, 2008, « Internet, un outil de la démocratie ? », *La vie des idées*, Dossier : Presse et démocratie., En ligne <http://www.laviedesidees.fr/Internet-un-outil-de-la-democratie.html>, Consulté le 10 décembre 2014

Fluckiger, Cédric, 2009, *Internet et ses pratiques juvéniles*, *Medialog*, 69, p.42-45.

Forey, Elsa et Geslot, Christophe, 2011, *Internet, machines à voter et démocratie*. s.l. : L'Harmattan, 2011. p. 240.

Galland, Olivier, 2011, *Sociologie de la jeunesse*, Paris : Armand Colin, Coll. « U », 256p.

George, Éric, 2001, *L'utilisation de l'Internet comme mode de participation à l'espace public dans le cadre de l'AMI et au sein de l'ATTAC : vers un renouveau de la démocratie à l'ère de l'omnimarchandisation du monde ?*, Coll. « Thèse de doctorat en communication (Université du Québec à Montréal) », 365p.

Ghosn, Catherine et Mohamed Anouar Lahouij, 2013, « Mouvements sociaux en Tunisie : les risques des subjectivités et de manipulation », dans *Les réseaux*

sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », p.345-354

Gonzalez-Quijano, Yves et Guaaybess, Tourya, 2009, *Les arabes parlent aux arabes: la révolution de l'information dans le Monde Arabe*. s.l. : Actes Sud, 2009. p. 272.

Gonzalez-Quijano, Yves. 2011. « Les "gamins du Facebook" : réseaux et mouvements sociaux dans le monde arabe». *Economia: la revue sociale, économique et managériale*. En ligne. 1-3 p.
http://ifporient.academia.edu/YvesGonzalezQuijano/Papers/990121/Lesgamins_du_Facebook_reseaux_et_mouvements_sociaux-_dans_le_monde-_arabe , Consulté le 16 octobre 2014

Granjon, Fabien, 2001, *L'Internet militant*, Apogée, 189p.

Granjon, Fabien, 2011, « Le web fait-il les révolutions? », *Sciences humaines*. En ligne, http://www.scienceshumaines.com/le-web-fait-il-les-revolutions_fr_27535.html. Consulté le 24 février 2014

Jonnaert, Philippe et Masciotra, Domenico, 2004, *Constructivisme: choix contemporains, Hommage à Ernst von Glasersfeld*. s.l. : Education-intervention, p. 340.

Kaplan, Andreas M. et Haenlein, Michael, 2010, *Users of the world, unite! the challenges and opportunities of social media*, Paris : Business Horizons, p. 59-68. Vol. 53(1).

Kerrou, Mohamed, 2011, « Les nouveaux acteurs de la révolution et de la transition politique », *L'observatoire Tunisien de la transition démocratique*. En ligne, [http://www.aihrresourcescenter.org/administrator/upload/documents/Kerrou\(1\).pdf](http://www.aihrresourcescenter.org/administrator/upload/documents/Kerrou(1).pdf). Consulté le 24 février 2014

Kubler, Johanne, 2011, *Les révolutions arabes et le web 2.0: Tunisie et Egypte*. s.l., Averroès, En ligne. 1-13 p.
 <<http://revueaverroestest.files.wordpress.com/2011/08/ati-kuebler-revue-averroc3a8s-n4-5-aoc3bbt2011.pdf>>. Consulté le 26 février 2014

Lecomte, Romain, 2011, « Révolution Tunisienne et Internet: le rôle des médias sociaux », *L'année du Maghreb*, Vol. VII, pp. 389-418.

Lecomte, Romain, 2013, « De l'expression de soi à l'engagement citoyen : une analyse de la politisation de la prise de parole d'internautes tunisiens » dans *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », p.51-84

Lévy, Pierre, 2002, *Cyberdémocratie*, Paris : Odile Jacob, Coll. « Histoire et document », 283p.

- Lim, Merlyna, 2012, *Clicks, Cabs and Coffee Houses: Social Media and Oppositional Movement in Egypt, 2004-2011*, Journal of Communication, Volume 62, Issue 2, p.231-248
- Manon, Simone, 2008, « La technique était-elle une activité neutre? », *Chapitre VIII: La Technique, Dissertation*. En Ligne, <http://www.philolog.fr/la-technique-est-elle-une-activite-neutre/>. Consulté le 6 mars 2014
- Manrique, Manuel, 2011, « Réseaux sociaux et médias d'information », *Bouvernements stratégiques dans le monde arabe?* s.l. : Confluences Méditerranées n.79, p. 81-92.
- Mihoub, Samia, 2012, « Cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne », *Archivo Antropologico Mediterraneo*, En ligne http://www.archivioantropologicomediterraneo.it/riviste/anno_XIIXIII_2011_13_2.pdf#page=18. Consulté le 6 mars 2014
- Merleau-Ponty, Maurice, 1945, *Phénoménologie de la perception*, Paris, Gallimard, 278p.
- Miller, Catherine, 2005, « Chapter 2: Philosophical foundations: what is theory? » *Communication theories, perspectives, processes and contexts*. s.l. : Hill McGraw, p. 20-31.
- Millerand, Florence, Proulx, Serge et Rueff, Julien. 2010, *Web Social: mutation de la communication*. s.l. : Presse de l'Université du Québec, 396p.
- Mohsen-Finan, Khadija, 2009, *Les médias en Méditerranée: nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*. s.l. : Actes Sud, 398p.
- Mondoux, André, 2012, « A propos du social dans les médias sociaux ». *Terminal n.111*. Paris : s.n., p. 9-19.
- Nadeau, Richard et Bastien, Frédérick, 2003, « La communication électorale » dans Anne-Marie Gingras (dir.), *La communication politique: état des savoirs, enjeux et perspectives*. Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- Najar, Sihem (dir.), 2013, *Le cyberactivisme au maghreb et dans le monde arabe*, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », 276 p.
- Najar, Sihem (dir.), 2013, *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », 492p.
- Negroponte, Nicholas, 1995. *L'Homme Numérique*, s.l. : Robert Laffont, 296p.
- Negroponte, Nicholas, 1996, *Being digital*, Vintage, 1 édition, 272p.
- Perret, Véronique et Séville, Martine, 2007, « Fondements épistémologiques de la recherche », *Méthode de recherche en management*. s.l. : Gestion Sup, Dumod, p. 1-33.

Piot, Olivier., 2011, *La révolution tunisienne: dix jours qui ébranlèrent le monde arabe*. Paris : Les petits Matins., p. 150.

Pirès, Alvaro-P, 1997., « A propose de quelques enjeux épistémologiques et méthodologiques en sciences sociales », *La recherche qualitative: enjeux épistémologiques et méthodologiques*. s.l. : Université de Montréal, p. 24-72.

Platon, 1970, « Œuvres complètes », *Le Politique*, Éditions de Léon Robin, Belles Lettres, Paris.

Prensky, Marc, 2001, « Digital Natives, Digital Immigrants » Part 1, *On the Horizon*, vol. 9 : 5. P.1- 6.

Proulx, Serges, 2002, « Trajectoires d'usages des technologies de communication : les formes d'appropriation d'une culture numérique comme enjeu d'une société du savoir », *Annales des télécommunications*, tome 57, n°. 3-4. P.180-189.

Proulx, Serge et Jauréguiberry, Francis, 2011, *Usages et enjeux des technologies de communication*, Toulouse : Erès, 143p.

Proulx, Serge, 2013, « Agir dans un monde fortement connecté : l'émergence de nouvelles cultures militantes dans la société de contrôle » dans *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », p.135-155

Richet, Jean-Loup, 2011, « Internet et usages: ce que la Libye a appris à la révolution en Egypte », *Analyse Stratégique, Chaire Raoul-Dandurand*, p.1-6.

Sartori, Giovanni, 1973. *Théorie de la démocratie*, Paris : Armand Colin, coll. Analyse politique, 401 p.

Sénécal, Michel. 2007, *Pour une approche sociohistorique et géopolitique de la communication* . En ligne. 1-19 p. <<http://www.afsp.msh-paris.fr/congres2007/ateliers/textes/at23senecal.pdf>>. Consulté le 9 octobre 2014

Stiegler, Bernard, 1994, *La technique et le temps, 1. La faute à Epiméthée* Paris : Galilée.

Stiegler, Bernard, 2005, *De la misère symbolique, 2. La catastrophe du sensible*. Paris : Galilée.

Stiegler, Bernard, 2008, *La télécratie contre la démocratie*. Paris : Flammarion.

Stromer-Galley, Jennifer, 2008, « World Wide Web, Political Uses », dans *Encyclopedia of Political Communication*. Vol. 2. Lynda Lee Kaid et Christina Holtz-Bacha (dir.). Thousand Oaks, Californie : Sage Publications.

Suárez Collado, Angela, 2013, « Mouvements sociaux sur la Toile: les effets des NTIC sur le militantisme amazigh au Maroc », dans *Le cyberactivisme au*

maghreb et dans le monde arabe, Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », p.41-54

Tétu, Jean-François et Renzetti, Françoise, 1995, *Internet: évolution d'un projet d'espace public de la recherche*. Vol. 7 n.2, p. 189-202.

Virilio, Paul, *Cybermonde, la politique du pire*, Paris : Textuel, Coll. « Conversations pour demain », 112p.

Von Glasersfeld, Ernst, 1996, « Introduction à un constructivisme radical », dans Paul Watzlawick (dir.), *L'invention de la réalité, contributions au constructivisme*, Paris : Editions de minuits, p. 373.

Weber, Max, 1971, *Économie et Société*, Paris, Plon., p.30

Wolton, Dominique, 1999, *Internet, et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris : Flammarion, Coll. « Essais », 240p.

Zarrad, Ons, 2013, *Internet et la "révolution tunisienne": le rôle des cyberactivistes, entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011. Mémoire*. Montréal : Université du Québec à Montréal.